



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 22 FÉVRIER 1941

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 22ND, 1941

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
1—1-52-o

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Quebec, June 27th, 1940.
2—1-52-o

Lettres Patentes

"A. Giguère Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de janvier 1941, constituant en corporation: Lucien Giguère, marchand de fourrures, Madeleine Giguère, célibataire, fille majeure, opératrice dans la fourrure, et Eulalie Therrien, opératrice dans la fourrure, épouse séparée de corps et de biens de Arthur Giguère, par jugement de la Cour supérieure de Montréal le 26 mai 1926, dossier No 3946, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de fabricants, marchands et négociants de fourrures et de tous les effets dans la confection desquels entre la fourrure, aussi celui de marchands d'articles de toilette pour hommes, d'accoutrements pour dames et enfants, de chapeaux, chaussures, couvre-chefs, objets de fabrication indienne; aussi organiser, tenir et exploiter des succursales, des postes de négoce et entrepôts de préservation en rapport avec et pour les fins du commerce de la corporation, sous le nom de "A. Giguère Ltée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions communes de cent dollars (\$100) chacune.

Letters Patent

"A. Giguère Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1941, incorporating: Lucien Giguère, furrier, Madeleine Giguère, spinster of age, worker in fur, and Eulalie Therrien, worker in fur, wife separate as to bed and board of Arthur Giguère, by judgment of the Superior Court of Montreal on the 26th of May, 1926, Record No. 3946, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, merchants and dealers in fur and all articles made in whole or in part of fur, and also the business of dealers in haberdashery for men, ladies' and childrens' wear, hats, shoes, headgear, Indian handicraft; and to organize, hold and operate branches, trading posts and storage warehouses in connection with and for the purposes of the business of the corporation, under the name of "A. Giguère Ltée", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900), divided into four hundred and ninety-nine (499) common shares of one hundred dollars (\$100.) each.

Le bureau principal de la compagnie sera au No 787 de la rue Mont-Royal-Est, en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,
845-o Assistant-procureur général.

"Brevages Snow White Beverages Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de janvier 1941, constituant en corporation: Sarto Perreault, gérant, de la ville de Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne, Jean Nault et Eugène Trudel, gérants, tous deux des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers, embouteilleurs, distributeurs, importateurs et faire le commerce généralement d'eau gazeuse et minérale, liqueurs douces et autres breuvages, y compris le jus de fruits et de légumes;

En rapport avec ses opérations, faire des affaires d'entrepôts, expéditeurs, voituriers, charretiers et autres commerces semblables et manufacturer, acheter, vendre et généralement faire le commerce de tous articles, marchandises ou autres effets se rapportant directement ou indirectement à l'une quelconque des dites opérations, y compris le commerce de bouteilles, de bouchons et tous autres articles semblables s'y rapportant;

Acheter, vendre, importer, exporter, entreposer des barils, bouteilles, boîtes, caisses, bouchons, capsules, étiquettes et tous autres articles nécessaires directement ou indirectement au commerce de la compagnie, sous le nom de "Brevages Snow White Beverages Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq dollars (\$25) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Jérôme, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,
847-o Assistant-procureur général.

"Coronet Handbag Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1941, constituant en corporation: Joseph Shapiro et Benjamin Robinson, avocats et Conseils en Loi du Roi, Théodore Herz Shapiro, avocat, et Max Garmaise, notaire public, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de sacoches en "cordé" et toutes autres sortes de sacoches, bourses, portefeuilles, ceintures, sacs, malles et valises;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de nouveautés de toutes sortes et d'articles de fantaisie de différentes sortes, y compris ornements, bijoux, boucles, broches et articles de quincaillerie, sous le nom de "Coronet Handbag Inc.", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cinquante (50) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

The head office of the company will be at 787 Mount Royal Street East, in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1941.

L. DÉSILETS,
846 Deputy Attorney General.

"Brevages Snow White Beverages Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1941, incorporating: Sarto Perreault, manager, of the Town of Saint-Jérôme, in the District of Terrebonne, Jean Nault and Eugène Trudel, managers, both of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, bottlers, distributors, importers of and deal generally in aerated and mineral waters, soft drinks and other beverages, including fruit and vegetables juices;

In connection with its operations, to carry on business as warehousemen, shippers, carriers, carters and any other similar business, and to manufacture, purchase, sell and deal generally in any articles, merchandise or other wares directly or indirectly connected with any of the said operations, including the bottle business, the cork business and any other similar articles connected therewith;

To purchase, sell, import, export, store barrels, bottles, boxes, cases, corks, caps, labels and any other articles directly or indirectly required for the company's business, under the name of "Brevages Snow White Beverages Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into eight hundred (800) shares of twenty-five dollars (\$25.) each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, in the District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1941.

L. DÉSILETS,
848 Deputy Attorney General.

"Coronet Handbag Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1941, incorporating: Joseph Shapiro and Benjamin Robinson, advocates and King's counsels, Theodore Herz Shapiro, advocate, and Max Garmaise, notary public, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in Cordé handbags and all other kinds of handbags, purses, pocket-books, belts, bags, trunks and valises;

To manufacture, buy, sell and deal in novelties of all kinds and fancy articles of various kinds, including ornaments, jewelry, buckles, brooches and hardware specialties, under the name of "Coronet Handbag Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000), divided into fifty (50) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,
849 Assistant-procureur général.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1941.

L. DÉSILETS,
850-o Deputy Attorney General.

"Duplex Textiles Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1941, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en loi du Roi, Theodore Herzl Shapiro, avocat, et Max Garmaise, notaire public, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce général de fabrication et de vente de soie et tout autre commerce y connexe, ou s'y rattachant de quelque manière, y compris, mais sans limiter la généralité des buts susdits, les opérations qui consistent à carder, filer, doubler, tisser, tricoter, préparer, écurer, blanchir, teindre, adapter, mélanger, finir, convertir, cultiver, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de la soie, du satin, crêpe de Chine, coton, lin, chanvre, jute, laine, crin, "rayon", et autres substances fibreuses, fils, brins, draps, marchandises, étoffes et autres tissus, tissés, tricotés, tulles, crochets, feutrés ou autres, tous ingrédients et parties constituantes d'iceux, tous sous-produits, provenant de la culture, production, acquisition, fabrication ou emploi d'iceux, ou de ces ingrédients ou parties constituantes d'iceux, tous articles manufacturés, produits et mélanges composés en tout ou en partie d'iceux, ou de ces ingrédients ou parties constituantes d'iceux, y compris vêtements et habillements de toutes sortes quelconques, et toutes autres substances, matériaux, et choses nécessaires, utiles, appropriés ou connexes et se rapportant à ce qui précède, sous le nom de "Duplex Textiles Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions ordinaires, de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Hyacinthe, dans le district de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,
851 Assistant-procureur général.

"Duplex Textiles Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1941, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's counsel, Theodore Herzl Shapiro, advocate, and Max Garmaise, notary public, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general silk manufacturing and merchandising business and any business incidental thereto, or in any way connected therewith, including, but without limiting the generality of the foregoing purpose, the business of carding, spinning, doubling, weaving, knitting, preparing, scouring, bleaching, dyeing, adapting, compounding, finishing, converting, growing, manufacturing, buying, selling, importing, exporting and otherwise dealing in silk, satin, crepe de chene, cotton, flax, hemp, jute, wool, hair, rayon, and other fibrous substances, yarns, threads, cloths, goods, fabrics and other textiles, woven, knit, netted, looped, felted or otherwise, all ingredients and component parts thereof, all by-products, arising in or from the growth, production, acquisition, manufacture or use thereof, or of such ingredients or component parts thereof, all manufactured articles, products and compounds composed in whole or in part thereof, or of such ingredients or component parts thereof, including clothing and garments of all kinds whatsoever, and all other substances, materials and things necessary, useful, convenient or incidental in connection with the foregoing, under the name of "Duplex Textiles Ltd", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000), divided into four hundred and ninety (490) common shares, of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at St. Hyacinthe, in the District of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1941.

L. DÉSILETS,
852-o Deputy Attorney General.

"Eastern Farm Chemical Syndicate Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de janvier 1941, constituant en corporation: Lucien Charest, comptable, Gérard Corriveau, avocat, et Cécile Bouret, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

La fabrication de tous produits et sous-produits provenant de la culture de tous les fruits de la terre, la vente et l'achat d'animaux, d'ustensiles d'agriculture, d'engrais commerciaux et autres objets utiles à la classe agricole;

L'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles;

L'installation de laboratoires pour des fins d'étude, de recherches, d'expertises, d'analyses des produits du sol et des sous-produits;

"Eastern Farm Chemical Syndicate Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of January, 1941, incorporating: Lucien Charest, accountant, Gérard Corriveau, advocate, and Cécile Bouret, spinster, stenographer, all of the City of Quebec, for the following purposes:

The manufacturing of all the products and by-products derived from the cultivation of any fruits of the earth, the sale and purchase of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other objects which may be useful to the agricultural class;

The purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products;

The installation of laboratories for study, research, experimental purposes and for the analysis of the products and by-products of the soil;

La fabrication du tricosal, produit breveté, et utilisé dans l'emploi du ciment et amalgamé avec certaines matières extraites des produits du sol;

Faire le commerce en gros et en détail de tous les produits du sol, sous le nom de "Eastern Farm Chemical Syndicate Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cinq (500) actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq mille dollars (\$5,000).

Le bureau principal de la compagnie sera à 427, rue St-Vallier, Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour de janvier 1941.

853-o L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Johnson Motor Sales Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du quatorzième jour de janvier 1941, constituant en corporation: Elwin H. Johnson, Nason M. Ingalls, marchands d'automobiles, et Jeannette-L. Monast, fille majeure et teneur de livres, tous de la ville de Cowansville, district de Bedford, dans les buts suivants:

Exploiter un ou plusieurs garages, postes d'essence, salles de vente d'automobiles, ateliers de réparations, et acheter, vendre et faire le commerce de gasoline, huile, liquides décarbonisants et d'aucun et tous de leurs substituts;

Acacheter, détenir, posséder, vendre, échanger, importer, exporter, louer, assigner, transférer ou autrement disposer, investir, échanger, faire le commerce et le négoce d'automobiles, véhicules-moteurs de toutes sortes, camions, tracteurs, radios, instruments aratoires et toutes les parties et accessoires de tels articles et exercer les affaires de réparateurs, commerçants et vendeurs, soit comme agents ou comme mandants;

Acquérir le garage et le commerce de vente d'automobiles exploités par Johnson Motor Sales Registered, sous le nom de "Johnson Motor Sales Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la ville de Cowansville, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour de janvier 1941.

855 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"La Cie de Publication Rurale, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de décembre 1940, constituant en corporation: Joseph-Alexandre Prud'homme, avocat et Conseil du Roi, Christophe-Antoine Geoffrion, avocat, tous deux de la cité de Westmount, et Gilles Dansereau, comptable, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, imprimer, publier, éditer, distribuer et vendre des journaux, revues, livres, brochures,

The manufacturing of "tricosal" a patented product utilized in the use of cement and amalgamated with certain matter extracted from soil products;

To deal, wholesale and retail, in all soil products, under the name of "Eastern Farm Chemical Syndicate Inc."

The capital stock of the company will be divided into five hundred (500) shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will begin its operations is five thousand dollars (\$5,000.).

The head office of the company will be at 427 St. Vallier Street, Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1941.

854 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Johnson Motor Sales Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fourteenth day of January, 1941, incorporating: Elwin H. Johnson, Nason M. Ingalls, automobile dealers, and Jeannette L. Monast, spinster and bookkeeper, all of the Town of Cowansville, district of Bedford, for the following purposes:

To operate one or more garages, service stations, automobile salesrooms, repair shops, and to purchase, sell and deal in gasoline, oil, liquid decarbonizers and any or all of their substitutes;

To purchase, hold, own, sell, exchange, import, export, lease, assign, transfer or otherwise dispose of, invest in, trade and deal in and with automobiles, motor cars of all kinds, trucks, tractors, radios, farm implements and all the parts and accessories of such articles and to carry on the business of repairers, dealers and vendors thereof, either as agents or as principals;

To acquire the garage and automobile sales business operated by Johnson Motor Sales Registered, under the name of "Johnson Motor Sales Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at the Town of Cowansville, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1941.

856-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"La Cie de Publication Rurale, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of December, 1940, incorporating: Joseph Alexandre Prud'homme, advocate and King's Counsel, Christophe Antoine Geoffrion, advocate, both of the City of Westmount, and Gilles Dansereau, accountant, of the City of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, print, publish, edit, distribute and sell newspapers, reviews, books, booklets, pam-

pamphlets et toutes autres publications périodiques ou non;

Acheter, louer et exploiter, à quelque titre que ce soit, des journaux, revues, publications ou autres entreprises ayant en tout ou en partie le même objet, avec leur clientèle, leurs droits, privilèges, biens meubles et immeubles, ainsi que les ateliers, fabriques, magasins et bureaux nécessaires ou ayant rapport aux divers commerces et industries que la compagnie exercera, vendre, louer, affermer ou faire exploiter en tout ou en partie par d'autres personnes ou compagnies, des journaux, publications et autres entreprises, ainsi que les magasins, bureaux, ateliers, fabriques nécessaires ou ayant rapport à ces diverses entreprises;

Exploiter l'industrie et le commerce d'imprimerie, de gravure, de photographie, de reliure, d'illustration, de papeterie, d'objets d'art et de tout ce qui peut se rapporter aux industries et aux commerces ci-dessus mentionnés;

Faire affaires comme agents de publicité;

Acquérir, fabriquer et vendre tous objets jugés nécessaires ou utiles dans toute industrie ou commerce que la compagnie a le pouvoir d'exercer ou d'exploiter, sous le nom de "La Cie de Publication Rurale, Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2,500 actions, sans valeur au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$12,500.

Les actions de la compagnie sont émises et réparties pour telle considération qui sera prise de temps à autres par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,

857-o

Assistant-procureur général.

"L'Imprimerie Laflamme, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trentième jour de décembre 1940, constituant en corporation: Madame Vve J.-A.-K. Laflamme, Georges Laflamme, imprimeur, et René Laflamme, avocat, tous trois de la cité de Lévis, dans les buts suivants:

Acheter le commerce existant sous le nom de J.-A.-K. Laflamme Enrg. dont l'un des requérants, Mme J.-A.-K. Laflamme est propriétaire;

Exercer le commerce et l'industrie d'imprimeur, de publiciste, lithographe, graveur, relieur, libraire, typographe, pressier, embosseur, photo-graveur, clicheur, stéréotypeur, électrotypeur, photo-imprimeurs, photo-lithographes, manufacturiers d'enveloppes, manufacturier de livres de comptabilité, régleur à la machine, numéroteur, fabricants et marchands de papier de tout genre, fabricants de sacs de papier, manufacturiers de carton, fondeurs en caractères, photographe, dessinateurs, fabricant et marchand d'encre d'imprimerie et de toute autre sorte d'encre, faire le commerce de tous autres objets ou articles d'un caractère semblable ou analogue à ceux précités ou à l'un d'eux;

Exercer la profession ou le commerce de journalistes, annonceurs, nouvellistes, caricaturistes, dessinateurs, étalagistes, agents de publicité et d'annonces, sous toutes ses formes;

Editer, publier, distribuer, offrir en vente des journaux, revues, magazines, périodiques, tracts,

pamphlets and all other periodical or other publications;

To purchase, lease and operate, under any title whatsoever, newspapers, reviews, publications or other undertakings having in whole or in part the same object, with their goodwill, rights, privileges, movable and immovable properties, and also the workshops, factories, stores and offices necessary to or required for the various businesses and industries which the company may carry on, to sell, lease, rent or cause to be operated in whole or in part by other persons or companies, newspapers, publications and other undertakings, and also the stores, offices, workshops, factories necessary to or required for the various undertakings;

To carry on the trade and business of printer, engraver, photographer, book-binder, illustrator, stationer, dealer in objects of art and anything else incidental to the trades and business above mentioned;

To carry on business as advertising agents;

To acquire, manufacture and sell all things deemed necessary or useful in any industry or business which the company may be empowered to carry on or operate, under the name of "La Cie de Publication Rurale, Inc."

The capital stock of the company is divided into 2,500 shares, without par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations is \$12,500.

The shares of the company are issued and allotted for such consideration as may be determined, from time to time, by the directors.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1940.

L. DÉSILETS,

858

Deputy Attorney General.

"L'Imprimerie Laflamme, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1940, incorporating: Madame Wid. J. A. K. Laflamme, Georges Laflamme, printer, and René Laflamme, advocate, all three of the City of Lévis, for the following purposes:

To purchase the business existing under the name of "J. A. K. Laflamme Enrg." whereof one of the petitioners, Mme J. A. K. Laflamme is owner;

To carry on the business and trade of printer, publicist, lithographer, engraver, book-binder, stationer, typographer, pressmen, embosser, photo-engraver, type-founder, stereotyper, electrotyper, photo-printers, photo-lithographers, manufacturers of envelopes, manufacturers of account books, mechanical rulers, numerators, manufacturers and dealers in paper of all kinds, manufacturers of paper bags, manufacturers of cardboard, type-founders, photographers, draftsmen, makers and manufacturers of printing ink and any other kind of ink, to deal in all other objects or articles of a similar or like nature to those above mentioned or any one of the same;

To carry on the profession or the business of journalists, announcers, newspaper men, cartoonists, draftsmen, displayers, publicity and advertising agents in all their lines;

To edit, publish, distribute, offer for sale, newspapers, reviews, magazines, periodicals, tracts,

tabloids, livres de tous genres, images, cartons, objets de piété et généralement exercer le commerce de librairie sous toutes ses formes;

Imprimer, publier, éditer, vendre, distribuer dans le public des journaux, pamphlets, magazines, bulletins ou revues périodiques, soit quotidiens, hebdomadaires ou mensuels;

Faire le commerce de papetiers, agir comme agents, distributeurs de papier journal ou de toute autre sorte de papier, sous le nom de "L'Imprimerie Laflamme, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

861-o

tabloids, books of all kinds, pictures, cartoons, objects of piety and generally the stationery business in all its lines;

To print, publish, edit, sell, distribute among the public, newspapers, pamphlets, magazines, periodical bulletins or reviews, whether daily, weekly or monthly;

To deal in stationery, act as agents, distributors of newsprint or of any other kind of paper, under the name of "L'Imprimerie Laflamme, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

862

"La Compagnie de Publication L'Automobile Limitée"

"L'Automobile Publishing Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1941, constituant en corporation: Antonio Desmarais, gérant, Ludovic Dionne, comptable, et Eucher Lefebvre, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Imprimer, publier, mettre en circulation, diriger et vendre des gazettes, journaux, revues, périodiques, pamphlets, magazines, livres, annonces, mappes, cartes, gravures, lithographies, croquis, vignettes, électrotypes, images et illustrations coloriées ou non;

Exercer généralement le négoce ou le commerce d'imprimeurs, publicistes, éditeurs de journaux, éditeurs de magazines, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs de caractères et agents de publicité, et le commerce de gravure en relief, électrotypie, stéréotypie, photographie, sous le nom de "La Compagnie de Publication L'Automobile Limitée" "L'Automobile Publishing Company Limited", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cinq cents (500) actions ordinaires de dix dollars (\$10) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

859-o

"La Compagnie de Publication L'Automobile Limitée"

"L'Automobile Publishing Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1941, incorporating: Antonio Desmarais, manager, Ludovic Dionne, accountant, and Eucher Lefebvre, accountant, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To print, publish, circulate, conduct and sell newspapers, journals, reviews, periodicals, pamphlets, magazines, books, advertising, maps, charts, engravings, lithographs, etchings, woodcuts, electrotypings, pictures and illustrations with or without colour;

To carry on the trade and business of general printers, publishers, newspaper publishers, magazine publishers, lithographers, engravers, bookbinders, booksellers, type founders and advertising agents; and the business of embossing, electrotyping, stereotyping, photo engraving, under the name of "La Compagnie de Publication L'Automobile Limitée" "L'Automobile Publishing Company Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.), divided into five hundred (500) common shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1941.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

860

"Loo Loo Beverages Ltd."

"Loo Loo Beverages Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de janvier 1941 constituant en corporation: Mesdemoiselles Cécile McGowan, sténographe, Léona Bernard, teneur de livres, et Jeanne Baillargeon, sténographe, toutes de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, embouteiller, importer, exporter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de breuvages, soit gazeux ou évaporés, purs ou sucrés, naturels ou artificiels, aussi bien que de gas, d'eaux minérales, d'eaux médicinales, sirops de fruits, sirops chimiques, conserves, condiments,

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1941, incorporating: Misses Cécile McGowan, stenographer, Léona Bernard, bookkeeper, and Jeanne Baillargeon, stenographer, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, bottle, import, export, sell and deal in all kinds of beverages, either aerated or still, plain or sweet, natural or artificial, as well as gases, mineral waters, medicated waters, fruit syrups, chemical syrups, preserves, condiments, essences, extracts, powders and all articles

essences, extraits, poudres et tous articles et matériaux y connexes ou employés relativement audit commerce, ou toute partie d'icelui, y compris des fontaines à soda, cylindres, machinerie et appareils, en général, et tous autres accessoires d'iceux, et bouteilles, verrerie, siphons, jarres, bouchons, boîtes, paniers et autres récipients, pour la distribution d'aucun de ces liquides et poudres et lièges, bouchons, étiquettes, et en général, toutes sortes d'accessoires d'embouteilleurs, et agir comme agents pour d'autres personnes dans la vente de tous ces articles, effets et marchandises, soit à commission ou autrement, sous le nom de "Loo Loo Beverages Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en cent (100) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt et tout appel au public pour souscrire aux actions du capital actions de la compagnie est interdit.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,

863

Assistant-procureur général.

"Melle Bégin Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1941, constituant en corporation: Robert Alfred Pinsonnault, avocat, Victor Bergeron, et Maurice Godbout, comptables, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer un commerce comme marchands généraux en gros et en détail de vêtements et sous-vêtements pour hommes et dames;

Exercer toutes ou aucune des opérations de manufacturiers d'habits et vêtements de toutes sortes, de tailleurs, drapiers, bonnetiers, corsetiers, modistes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, de drap et dentelle, merciers, fabricants de portemanteaux et fournisseurs en général et marchands de marchandises en caoutchouc et imperméables, parapluies, cannes, ornements et articles de toilette, parfumerie, savon, et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter et recevoir en consignation toutes marchandises quelconques, et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission de toutes sortes d'articles, marchandises, effets, objets et matériels manufacturés susdits, sous le nom de "Melle Bégin Inc.", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,

865-o

Assistant-procureur général.

"Mountain View Hotel Limited"
"Mountain View Hôtel Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

and materials incidental to or used in connection with the said business, or any part thereof, including soda fountains, cylinders, machinery, and apparatus generally and all other accessories thereof, and bottles, glasswares, syphons, jars, corks, boxes, baskets and other conveyors for the distribution of any of such liquids and powders and corks, stoppers, labels, and bottlers supplies generally of all sorts, and to act as agents for others for the sale of all such goods, wares and merchandise, whether on commission or otherwise, under the name of "Loo Loo Beverages Ltd.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000), divided into one hundred (100) shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each.

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty and any appeal to the public to subscribe for shares of the capital stock of the Company is forbidden.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1941.

L. DÉSILETS,

864-o

Deputy Attorney General.

"Melle Bégin Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1941, incorporating: Robert Alfred Pinsonnault, advocate, Victor Bergeron, and Maurice Godbout, accountants, all of the City of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general wholesale and retail merchants of clothing and underwear for men and women;

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, hosiers, corsetiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the Company, with the right to manufacture, import and export, and receive on consignment any merchandise whatever, and to act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of articles, goods, wares, merchandise and materials, manufactured as aforesaid, under the name of "Melle Bégin Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1941.

L. DÉSILETS,

866

Deputy Attorney General.

"Mountain View Hotel Limited"
"Mountain View Hôtel Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-septième jour de janvier 1941, constituant en corporation: Robert Chateauvert, gérant, Dame Robert Chateauvert, née Dina Lamoureux, rentière, épouse contractuellement séparée de biens de Robert Chateauvert, tous deux de Sutton, comté de Brome, district de Bedford, et Roland Paquette, avocat, 7072 rue Christophe-Colomb, dans les cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, maintenir, opérer, changer, vendre ou autrement en disposer, des hôtels, restaurants, cafés, et salles de rafraîchissement; exercer le commerce d'hôteliers licenciés, marchands de tabac, bière et vins, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres liqueurs, le commerce, pourvoyeur, fournisseur, pour des amusements publics d'une manière générale; le commerce de propriétaires d'automobiles, carrosses, voitures, équipages, propriétaires de garage, agents d'immeubles, courtiers, messagers et gardiens d'entrepôts;

Posséder, construire, acheter, opérer, louer, vendre, des hôtels, appartements, logements, boutiques, manufactures, travaux, machineries, résidences, maisons de pension, buanderies et lieux d'amusement;

Posséder, acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie toutes propriétés réelles et personnelles, mobilières et immobilières, soit à la ville ou à la campagne, spécialement lots à bâtir, fermes et jardins potagers;

Agir comme agents pour des compagnies de chemins de fer, de navires et messageries, propriétaires de loges pour le théâtre et l'opéra et de toutes autres affaires exercées en rapport avec celles-ci;

Produire, manufacturer, accumuler et se servir de vapeur, gaz, air comprimé et électricité, vendre et autrement, en disposer et en fournir pour l'éclairage, le chauffage et le pouvoir aux occupants de tout hôtel ou autres édifices possédés et opérés par la compagnie ou devenant un surplus de ces choses disponibles, à toutes autres personnes, sociétés ou corporations, pourvu que, les pouvoirs ici conférés à la compagnie soient, s'ils sont exercés en dehors de la propriété de la compagnie, sujets aux lois et règlements provinciaux et municipaux qui s'y rapportent; pourvu aussi que le pouvoir de vendre ou autrement disposer de l'électricité soit exercé seulement dans Sutton, district de Bedford, sous le nom de "Mountain View Hotel Limited" "Mountain View Hôtel Limitée", avec un capital total de quarante-cinq mille dollars (\$45,000), divisé en quatre cent cinquante (450) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sutton, comté de Brome, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,

Assistant-procureur général.

867-o

seventh day of January, 1941, incorporating: Robert Chateauvert, manager, Dame Robert Chateauvert, née Dina Lamoureux, annuitant, wife separate as to property by marriage contract of Robert Chateauvert, both of Sutton, County of Brome, district of Bedford, and Roland Paquette, advocate, 7072 Christophe-Colomb street, in the City and district of Montreal, for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease or otherwise acquire, own, equip, maintain, operate, exchange, sell or otherwise dispose of hotels, restaurants, cafes, refreshment rooms; to carry on the business of licensed hotel-keepers, dealers in tobacco, wine and beer, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, purveyors, caterers for public amusements generally, automobile, coach, carriage, equipage and garage owners, real estate agents, brokers, carriers and warehousemen;

To own, construct, purchase, operate, lease and sell hotels, apartments, dwelling houses, shops, factories, works, machinery, residences, boarding houses, laundries and places of amusement;

To own, purchase, lease or otherwise acquire in whole or in part, any and all urban or rural, real or personal, movable or immovable property, especially building lots, farms and market gardens;

To act as agents of railway and shipping companies and carriers, theatrical and opera box office proprietors and any other business which can conveniently be carried on in connection therewith;

To produce, manufacture, store and use steam, gas, compressed air and electricity, to sell or otherwise dispose of and supply the same, for light, heat and power, to the tenants of any hotel or other buildings owned and operated by the company, or, in the case of an available surplus of such things, to any other persons, partnerships or corporations, provided the powers hereby granted to the company, if exercised outside of the company's property, be subject to the Provincial and Municipal laws and regulations connected therewith; provided also that the power of selling or otherwise disposing of electricity be exercised only in Sutton, district of Bedford, under the name of "Mountain View Hotel Limited" "Mountain View Hôtel Limitée", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000), divided into four hundred and fifty (450) shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Sutton, County of Brome, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1941.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

868

"National Tanning Corporation"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1941 constituant en corporation: Nathan Bierbrier, manufacturier, William Bushenbaum, commerçant, et Marier Bierbrier, épouse contractuellement séparée de biens dudit Nathan Bierbrier, et ce dernier

"National Tanning Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January, 1941, incorporating: Nathan Bierbrier, manufacturer, William Bushenbaum, trader, and Mary Bierbrier, wife contractually separate as to property of the said Nathan Bierbrier, and the latter for the purposes

aux fins d'autoriser son épouse aux présentes, tous de la cité d'Outremont, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Tanner, exploiter une tannerie, travailler, acheter ou autrement acquérir et vendre, ou autrement faire le commerce ou négoce de peaux vertes, peaux préparées et cuir de toutes sortes; faire les opérations qui consistent à manufacturer, tanner, travailler, acheter et vendre des marchandises y connexes et acquérir, acheter, détenir, vendre, travailler ou tanner ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de peaux vertes, peaux préparées, cuir et marchandises semblables, sous le nom de "National Tanning Corporation", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,

869

Assistant-procureur général.

"Peinture Sico, Limitée"
"Sico Paint Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de janvier 1941, constituant en corporation: Roméo Fillion, technicien, Marcel Deslauriers, industriel, et Henri Deslauriers, ind. et compt., tous de la cité de Québec, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, comme manufacturier, négociant, commerçant, agent, courtier, importateur, exportateur, en gros, au détail, comme principal et comme agent, exercer en général et dans toutes ses spécialités, l'industrie de la peinture et ses produits connexes, et d'entrepreneur-peintre;

Faire le commerce de matériaux de construction sous toutes ses formes, sous le nom de "Peinture Sico, Limitée" "Sico Paint Limited".

Le montant du capital actions social de la compagnie sera de \$20,000.00 (vingt mille dollars) divisé en 200 (deux cents) actions de \$100.00 (cent dollars) chacune;

La partie du capital actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$12,000.00 (douze mille dollars) divisée en 120 (cent vingt) actions de \$100.00 (cent dollars) chacune, portant les privilèges suivants.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

De plus, la partie du capital actions qui sera émise comme actions communes (ordinaires) est de \$8,000.00 (huit mille dollars) divisée en 80 (quatre-vingts) actions de \$100.00 (cent dollars) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,

871-0

Assistant-procureur général.

"P. E. Létourneau Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treizième jour de décembre 1940, constituant

of authorizing his wife hereto, all of the City of Outremont, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To tan, operate a tannery, process, buy or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in or with hides, skins and leather of every sort; to carry on the business of manufacturing, tanning, processing, buying and selling of merchandise connected therewith and to acquire, purchase, hold, sell, process or tan or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of hides, skins, leather and similar goods under the name of "National Tanning Corporation", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1941.

L. DÉSILETS,

870-0

Deputy Attorney General.

"Peinture Sico, Limitée"
"Sico Paint Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1941, incorporating: Roméo Fillion, technician, Marcel Deslauriers, manufacturer, and Henri Deslauriers, manufacturer and accountant, all of the City of Quebec, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer, merchant, trader, agent, broker, importer, exporter, wholesale and retail, as principal and agent, deal generally and in all the branches of such business, in paint and its by-products, and act as painting contractor;

To deal in building materials, under all the forms thereof, under the name of "Peinture Sico, Limitée"—"Sico Paint Limited".

The amount of the joint capital stock of the company will be \$20,000. (twenty thousand dollars) divided into 200 (two hundred) shares of \$100. (one hundred dollars) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares shall be \$12,000. (twelve thousand dollars) divided into 120 (one hundred and twenty) shares of \$100. (one hundred dollars) each, carrying the following privileges:

The number of shareholders will be limited to twenty (20).

Moreover, the part of capital stock to be issued as common shares (ordinary) will be \$8,000. (eight thousand dollars) divided into 80 (eighty) shares of \$100. (one hundred dollars) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty eighth day of January, 1941.

L. DÉSILETS,

872

Deputy Attorney General.

"P. E. Létourneau Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1940, incorporating: Rosaire

en corporation: Rosaire Beauchamp, George Noël, comptables, et Jean L'Ecuyer, commis, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Agir comme agents fiscaux pour des gouvernements, personnes, municipalités, firmes et corporations et exercer un commerce général d'agence financière, de promotion et de courtage;

Faire le commerce de bailleurs de fonds, concessionnaires, courtiers et agents, et entreprendre et exercer et faire toutes sortes d'opérations financières, commerciales, mercantiles et autres;

Acheter, vendre, améliorer, administrer, faire valoir, aliéner et faire le commerce de terres, mines, plantations, usines, établissements industriels, parts, actions, valeurs, marchandises et autres biens sur la garantie desquels, toutes avances de deniers auront été faites par la compagnie, et en ce qui regarde les terres, en développer les ressources dans les nettoyant, drainant, plantant, construisant ou améliorant, minant, vendant ou construisant des travaux publics et commodités;

Faire des recherches, des explorations, jalonner, ouvrir, développer, travailler, acheter, prendre à bail ou autrement acquérir, obtenir des permis y relatifs, détenir, vendre, aliéner et faire valoir des mines d'or, d'argent, cuivre, plomb, étain, charbon et autres, et tous autres terrains aurifères, droits, concessions et permis miniers, quartz aurifères, pierres précieuses, sources, rivières, ruisseaux et minéraux de toutes sortes;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, industrie ou entreprise;

Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agences, et en particulier agir comme agents, pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et la perception d'argent, pour le transfert ou l'enregistrement de bons, débiteurs ou actions ou autres valeurs et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriétés, comprenant des maisons d'affaires et entreprises, et généralement transiger et entreprendre toutes sortes d'agences d'affaires, soit pour fins commerciales, industrielles ou financières, sous le nom de "P. E. Létourneau Inc."

Le capital actions de la compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf (99) actions ordinaires, sans valeur au pair, et de cent quatre-vingt-dix (190) actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100, chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille trois cent quatre-vingt-quinze piastres (\$2,395.).

Les dites actions privilégiées seront sujettes aux droits, préférences, priorités, privilèges, restrictions et limitations suivantes:

1. Lesdites actions privilégiées auront droit de recevoir un dividende privilégié non cumulatif, si, lorsque et de la manière déclarée par le bureau de direction, à même les surplus ou profits nets de la compagnie au taux de cinq pour cent (5%) par année par action sur le capital versé sur icelles et pas davantage. Si dans toute année du calendrier le bureau de direction à sa discrétion ne déclare pas ledit dividende ou une partie quelconque dudit dividende pour ladite année du calendrier, alors le droit desdites actions privilégiées audit dividende ou à la partie non déclarée dudit dividende pour ladite année du calendrier sera pour toujours fermé;

2. Dans le cas de liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie ou de toute distribu-

Beauchamp, George Noël, accountants, and Jean L'Ecuyer, clerk, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To act as fiscal agents for governments, persons, municipalities, firms and corporations and to carry on a general financial agency, promotion and brokerage business;

To carry on the business of investors, concessionaries, brokers and agents, and to undertake and carry on and perform all kinds of financial, commercial, mercantile and other operations;

To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property on the security of which any advances shall have been made by the company, and as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences;

To search for, explore, peg out, open up, develop, work, purchase, take on lease or otherwise acquire, obtain licenses in respect of, hold, sell, dispose of and turn to account any gold, silver, copper, lead, tin, coal and other mines, and other auriferous lands, mining rights, claims and licenses, auriferous quartz, precious stone, springs, rivers, streams, minerals of all kinds;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, industry or enterprise;

To transact and carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities, and for the registration, purchase, sale and improvement, development and management of property including business concerns and undertakings and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters, under the name of "P. E. Létourneau Inc."

The capital stock of the company will be ninety-nine (99) common shares, without par value, and one hundred and ninety (190) preferred shares of the par value of \$100, each, and the amount with which the company will commence its operations will be two thousand three hundred and ninety-five dollars (\$2,395.).

The said preferred shares will be subject to the following rights, preferences, priorities, privileges, restrictions and limitations:

1. The said preferred shares shall be entitled to receive a non-cumulative preferential dividend, if, when and in the manner declared by the Board of Directors, out of the surplus or net profits of the company at the rate of five per cent (5%) per annum per share on the capital paid thereon and no more. If in any calendar year the Board of Directors, at its discretion, does not declare the said dividend or any part whatsoever of the said dividend for the said calendar year, then the right of the said preferred shares to the said dividend or the undeclared part of the said dividend for the said calendar year shall cease forever;

2. In the case of liquidation, dissolution or winding-up of the company or any distribution of

tion de ses biens autre que par voie de dividendes, les porteurs des dites actions privilégiées, avant qu'aucun montant ne soit payé aux porteurs d'actions ordinaires, auront droit de recevoir un montant équivalent au capital versé sur icelles et tous dividendes privilégiés déclarés, impayés et accrus sur icelles et pas davantage;

3. Les porteurs d'actions privilégiées n'auront pas droit, comme tels, d'assister ou de voter en personne ou par fondé de pouvoir, à toute assemblée annuelle, spéciale, spéciale générale ou autre assemblée des actionnaires de la compagnie ou de recevoir avis desdites assemblées;

4. La compagnie aura le droit en aucun temps et de temps à autre d'acheter sur le marché ou par soumission ou autrement la totalité ou l'une quelconque des actions privilégiées en cours au prix de rachat de cent cinq dollars (\$105), avec en plus tous les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date fixée pour le rachat. Si en aucun temps la compagnie désire racheter moins de la totalité des actions privilégiées en cours, les actions à être rachetées seront choisies de la manière qui sera prescrite par le bureau de direction. Pas moins de trois mois d'avis par écrit du rachat desdites actions privilégiées sera donné par la maille aux porteurs enregistrés desdites actions, spécifiant la date et l'endroit du rachat. Si l'avis de tout tel rachat est donné par la compagnie de la manière précitée et qu'un montant suffisant pour racheter les actions privilégiées appelées pour rachat au prix de rachat ci-haut mentionné est déposé entre les mains des agents de transport ou banquiers de la compagnie ou ailleurs tel que spécifié dans l'avis, à la date ou avant la date fixée pour tel rachat, les dividendes sur les actions privilégiées ainsi appelées pour rachat cesseront de courir après la date ainsi fixée pour le rachat et les porteurs desdites actions privilégiées ainsi appelées pour rachat n'auront dans la suite aucun droit dans ou contre la compagnie et aucun autre droit excepté, sur la livraison des certificats pour les actions privilégiées ainsi appelées pour rachat, de recevoir le paiement à même les deniers ainsi déposés. Les actions privilégiées achetées ou rachetées par la compagnie précitée en vertu des présentes ne seront pas réémises;

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs de temps à autre par résolution.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce treizième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,

873-o

Assistant-procureur général.

its assets other than by way of dividends, the holders of the said preferred shares, before any amount be paid to the holders of common shares, shall be entitled to receive an amount equal to the capital paid thereon and all declared, unpaid and accrued preferential dividends thereon and no more;

3. The holders of preferred shares shall not be entitled, as such, to assist or to vote in person or by proxy, at any annual, special, special general or other meeting of the shareholders of the company, nor to receive notice of such meetings;

4. The company may, at any time, and from time to time, purchase on the market or by tender or otherwise the whole or any part of the preferred shares outstanding at the redemption price of one hundred and five dollars (\$105.) with moreover all declared and unpaid dividends to the date fixed for redemption. If at any time the company desires to redeem less than the whole of the outstanding preferred shares, the shares to be redeemed will be chosen in the manner to be prescribed by the Board of Directors. Not less than a three months' notice in writing, of the redemption of the said preferred shares, will be given by mail to the registered holders of the said shares, specifying the date and place of the redemption. If the notice of any such redemption be given by the company in the foregoing manner and that an amount sufficient for the redemption of the preferred shares called for redemption at the redemption price above mentioned is deposited with the transfer agents or bankers of the company or elsewhere, as specified in the notice, on the date or before the date fixed for such redemption, the dividends on the preferred shares so called for redemption will cease to accrue after the date so fixed for the redemption and the holders of the said preferred shares so called for redemption shall, thereafter, have no claim in or against the company or any other claim save, upon surrender of the certificates for the preferred shares so called for redemption, that of receiving payment out of the money thus deposited. The preferred shares purchased or redeemed by the company as aforesaid in virtue hereof, shall not be reissued;

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at the price to be fixed by the directors from time to time upon resolution.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1940.

L. DÉSILETS,

874

Deputy Attorney General.

"Windsor Mills Hockey Club Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de janvier 1941 constituant en corporation sans capital-actions: Alexander James Philip, gérant d'usine, William Haywood Morrison, gérant de bureau, Charles Edward Walsh, surintendant, Earle William Rice, ingénieur, et Dallas Grant, surintendant, tous les cinq de la cité de Windsor Mills, dans le district de St-François, dans les buts suivants:

Favoriser, organiser, conduire et administrer des opérations athlétiques, récréatives et sociales et aider au bien-être des membres;

"Windsor Mills Hockey Club Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of January, 1941, to incorporate as a corporation without share capital: Alexander James Philip, mill manager, William Haywood Morrison, office manager, Charles Edward Walsh, superintendent, Earle William Rice, engineer, and Dallas Grant, superintendent, all five of the City of Windsor Mills, in the District of St. Francis, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage athletic, recreational and social activities and to promote the welfare of the members thereof;

Favoriser et encourager la participation des jeunes gens aux sports, jeux et occupations athlétiques de toutes sortes, soit individuellement ou en groupes;

Exercer, maintenir ou exploiter toutes autres entreprises, occupations et fonctions, que la corporation croira susceptibles de contribuer directement ou indirectement au bénéfice de ses membres ou à la réalisation de ses objets;

Acheter, louer, acquérir par don, octroi, partage, legs ou autre et posséder et détenir tous biens, propriétés ou droits, réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers ou tout titre ou intérêt en eux, et aliéner, vendre, échanger, gérer, développer, louer, hypothéquer ou autrement faire le commerce d'iceux, pourvu, cependant, que les pouvoirs ainsi conférés à la corporation ne seront pas interprétés de telle manière à lui permettre de conduire des jeux à l'argent, jeux de hasard et jeux de hasard et d'adresse ou obtenir et détenir aucun permis de la Commission des Liqueurs de Québec, sous le nom de "Windsor Mills Hockey Club Inc."

Le montant auquel est limitée la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000.).

Le bureau principal de la corporation sera à Windsor Mills, dans le district de St-François, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,

875

Assistant-procureur général.

To promote and encourage the participation of young people in sports, games and athletic pursuits of all kinds, either individually or in groups;

To carry on, maintain or operate any other undertakings, activities and services, which may seem to the corporation directly or indirectly to be conducive to the benefit of its members or the attainment of its objects;

To purchase, lease, acquire by gift, grant, devise, legacy or otherwise and to own and hold any estate, property or rights, real or personal, moveable or immovable or any title or interest therein, and to alienate, sell, exchange, manage, develop, lease, hypothecate or otherwise deal therewith provided, however, that the powers so vested in the Corporation shall not be interpreted in such a manner as to permit it to conduct gambling games, games of chance and games of chance and skill or to obtain and hold any license from the Quebec Liquor Commission, under the name of "Windsor Mills Hockey Club Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars (\$25,000.).

The head office of the corporation will be at Windsor Mills, in the District of St. Francis, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of January, 1941.

L. DÉSILETS,

876-o

Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"La Compagnie de Machineries Mercier"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et 41, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trentième jour de décembre 1940, à "La Compagnie de Machineries Mercier", augmentant ses pouvoirs et modifiant les privilèges attachés aux actions privilégiées de la manière suivante, à savoir:

Fabriquer, acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, vendre, échanger ou autrement aliéner et généralement faire le commerce, en gros ou en détail, ainsi qu'effectuer toutes sortes de réparations, modifications ou transformations, de toutes sortes de machineries, engins, bouilloires, scies, appareils, instruments, modèles, ainsi que de toutes autres pièces de machinerie et outillage, en métal ou bois ou autre composition, se rattachant au commerce et à l'industrie de la compagnie;

Agir comme agents et représentants de fabricants, marchands et commerçants de pièces de machinerie, outillages, et tous autres appareils et articles se rattachant au commerce et à l'industrie de la compagnie, pour l'achat ou la vente desdits objets;

Les directeurs auront le droit, en tout temps, par résolution, d'échanger le tout ou une partie quelconque des actions privilégiées alors en cours, d'une valeur au pair de \$100.00, pour des actions ordinaires de la compagnie, ayant également une valeur au pair de \$100.00 sur la base d'une action ordinaire pour chaque action privilégiée, aux dates et conditions et de la façon que les directeurs détermineront;

"La Compagnie de Machineries Mercier"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 30 and 41, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1940, to the company "La Compagnie de Machineries Mercier", increasing its powers and modifying the privileges attached to the preferred shares in the following manner, to wit:

To manufacture, purchase, lease or otherwise acquire, hold, sell, exchange or otherwise dispose of and generally deal in, both wholesale and retail, as well as undertake all kinds of repairs, improvements or transformations to, all kinds of machinery, engines, boilers, saws, apparatus, instruments, models, as well as all other parts of machinery and equipment, whether in metal or wood or other composition, connected with the business and industry of the company;

To act as agents and representatives for manufacturers, merchants and dealers in machine parts, equipment, and any other apparatus and articles connected with the business and industry of the company, for the purchase or sale of the said objects;

The directors shall have the right, at any time, upon resolution, to exchange the whole or a part whatsoever of the preferred shares then outstanding, of a par value of \$100., for common shares of the company, having the same par value of \$100., upon a base of one common share for each preferred share, at such time, upon such conditions and in the manner to be determined by the directors;

Tout actionnaire désirant vendre, céder, transporter, ou autrement aliéner ou transférer les actions ordinaires ou privilégiées de la compagnie doit d'abord les offrir en vente aux directeurs de la compagnie, aux prix et conditions qui pourront de temps à autre être déterminés par règlement de la compagnie, et les dits directeurs auront un délai de quatre-vingt-dix jours pour accepter ou refuser de les acheter, et à défaut par eux d'accepter dans ce délai de les acheter, l'actionnaire désirant vendre ses actions pourra les offrir en vente à toute autre personne;

Aucune cession, vente, transport, aliénation ou autre transfert des actions, ordinaires ou privilégiées, de la compagnie, ne sera valide à moins d'avoir été au préalable soumis aux directeurs, autorisé et accepté par eux;

Au cas de transmission d'actions ordinaires ou privilégiées de la compagnie par suite du décès d'un actionnaire, tout exécuteur testamentaire, administrateur, fiduciaire, légataire, héritier, représentant ou ayant droit de l'actionnaire décédé, devra, dans les soixante jours du décès de tel actionnaire, et sous peine de nullité absolue de tout transfert relatif à ces actions ayant lieu soit avant soit après l'expiration de cette période de soixante jours, les offrir en vente aux directeurs de la compagnie, aux prix et conditions qui pourront de temps à autre être déterminés par règlement de la compagnie, et les dits directeurs auront un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de cette offre pour accepter ou refuser de les acheter, et à défaut par eux d'accepter dans ce délai de les acheter, les actions ainsi transmises par décès seront légalement dévolues à l'exécuteur testamentaire, administrateur, fiduciaire, légataire, héritier, représentant ou ayant droit de l'actionnaire décédé;

Les dispositions contenues aux paragraphes 17, 18, 19 et 20 ci-dessus pourront, en tout temps, être modifiées ou révoquées par un règlement des directeurs, régulièrement approuvé par le vote d'au moins les trois-quarts en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cette fin, et, en autant que l'article 41 de la Loi des Compagnies de Québec, pourra s'appliquer, sanctionné par le Lieutenant-Gouverneur, conformément audit article;

Le nombre total des actionnaires de la compagnie ne devra pas excéder vingt.

Daté du bureau du procureur général, ce trentième jour de décembre 1940.

L. DÉSILETS,

877-o

Assistant-procureur général.

Any shareholder desiring to sell, cede, convey or otherwise dispose of or transfer common or preferred shares of the company, must first offer the same for sale to the directors of the company, at the price and upon the conditions which may, from time to time, be determined by By-law of the company, and the said directors shall have a delay of ninety days wherein to accept or refuse the purchase of same, and failure by them to accept the purchase of same within the said delay, the shareholder desiring to sell his shares may offer them for sale to any other person;

No assignment, sale, conveyance, alienation or other transfer of shares, common or preferred, of the company, will be valid without having been first submitted to the directors, and authorized and accepted by them;

In the event of the transfer of common or preferred shares of the company due to the death of a shareholder, any testamentary executor, administrator, trustee, legatee, heir, representative or assignee of the deceased shareholder, shall, within the sixty days following the death of such shareholder, and under pain of absolute nullity of any transfer respecting the said shares having taken place either before or after the expiration of this said period of sixty days, offer them for sale to the directors of the company, at such price and upon such conditions as may be determined by By-law of the company, from time to time, and the said directors shall have a delay of ninety days from the date of the said offer wherein to accept or refuse the purchase of same, and failure by them to accept the purchase of same with the said delay, the shares so transmitted by death shall legally revert to the testamentary executor, the administrator, trustee, legatee, heir, representative or assignee of the deceased shareholder;

The provisions contained in paragraphs 17, 18, 19 and 20 above, may, at any time, be modified or repealed by a By-law of the directors, duly approved by the vote of at least three quarters in value of the shares represented by the shareholders present at a general special meeting duly called for such purpose, and, in so far as article 41 of the Quebec Companies' Act may apply, sanctioned by the Lieutenant-Governor, in accordance with the said article;

The total number of shareholders of the company shall not exceed twenty.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1940.

L. DÉSILETS,

878

Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec.—District de Saint-François

CITÉ DE SHERBROOKE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Antonin Deslauriers, greffier de la cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil, LUNDI, le DIXIÈME jour de MARS 1941, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, scolaires et autres, à moins que les dites taxes, intérêts et frais soient payés avant la vente.

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec.—District of St. Francis.

CITY of SHERBROOKE

Public notice is hereby given by the undersigned, Antonin Deslauriers, Clerk of the City of Sherbrooke, that the following immoveable property shall be sold by public auction, in the Council Room, on MONDAY, the TENTH day of MARCH 1941, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal, school and other taxes, unless the said taxes, with interest and costs, are paid before the sale.

Nom du propriétaire.—Numéro du cadastre.

Ames Packers Limited.—Partie du lot numéro 1239 pour le quartier sud.

Boissonnault, Mme Louis.—Lot numéro 139 de la subdivision du lot numéro 729 pour le quartier est.

Brault, William.—Partie du lot numéro 903 pour le quartier nord.

Cunningham, Cecil C.—Lots numéros 17 et 18 de la subdivision du lot numéro 1537 pour le quartier ouest.

Hyndman Lee D.—La moitié est du lot numéro 758 et la moitié est du lot numéro 759 pour le quartier nord.

Harvey, Mrs. W. J.—Lot numéro 8 de la subdivision du lot numéro 9 pour le quartier est.

Howard, Chas. B.—Partie du lot numéro 37 (1-3-4-5-6-7-8-15), partie du lot numéro 37 (rue Arras), partie du lot numéro 38 (ruelle-1), partie du lot numéro 36 (1 rue First-8), partie du lot numéro 3 (1-5-6-7-8), partie du lot numéro 2 (2-3-4-5-6-7), tous du quartier nord.

Johnston, Thos.—Lot numéro 172 de la subdivision du lot numéro 899 pour le quartier est.

Lord Forrest, Wm.—Lot numéro 167, pour le quartier centre.

Lord Forrest, Wm.—Lot numéro 20 de la subdivision du lot numéro 922 pour le quartier nord.

Lothrop Milo, M.—Lot numéro 51 pour le quartier nord.

Noël, Mlle Eva.—Partie du lot numéro 39a et le lot numéro 40a pour le quartier est.

Nadeau, J. A.—Lot numéro 400 de la subdivision du lot numéro 7 pour le quartier ouest.

Pettigru, Mrs. Geo. E.—Lot numéro 1 de la subdivision du lot numéro 56 pour le quartier nord.

Parisi, Antonio.—Lot numéro 42 de la subdivision du lot numéro 899 pour le quartier est.

Parisi, Antonio.—Lot numéro 26 de la subdivision du lot numéro 86 pour le quartier nord.

Paradis, C. E.—Lot numéro 363 de la subdivision du lot numéro 7 pour le quartier ouest.

Richard, J. Hubert.—Lot numéro 59a pour le quartier est.

Rodrigue, Louis.—Partie du lot numéro 221 de la subdivision du lot numéro 729 (25 pieds) pour le quartier est.

Rigby, Mrs. H. J.—Lot numéro 824 pour le quartier nord.

Vallières et al Mme Adélaré.—Lot numéro 134 de la subdivision du lot numéro 1444 pour le quartier sud.

Wolfe et al John.—Les lots numéros 18 et 19 de la subdivision du lot numéro 922 pour le quartier nord.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la cité de Sherbrooke.

Donné à Sherbrooke, ce 10ème jour de février 1941.

Le greffier de la cité,
ANT. DESLAURIERS.

811-7-2-o

Province de Québec.—Comté de Lévis

VILLE DE LAUZON

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Lévis Bourassa, secrétaire de la susdite ville, que les propriétés ci-dessous désignées, seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'Hôtel de Ville, ville de Lauzon, comté de Lévis, P.Q., VENDREDI le VINGT ET UNIEME jour de MARS 1941, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement

Name of proprietor.—Cadastral Number.

Ames Packers Limited.—Part of lot number 1239 for the South ward.

Boissonnault, Mme Louis.—Lot number 139 of subdivision of lot number 729 for the East ward.

Brault, William.—Part of lot number 903 for the North ward.

Cunningham, Cecil C.—Lots number 17 and 18 of subdivision of lot number 1537 for the West ward.

Hyndman, Lee D.—East half of lot number 758 and east half of lot number 759 for the North ward.

Harvey, Mrs. W. J.—Lot number 8 of subdivision of lot number 9 for the East Ward.

Howard, Chas. B.—Part of lot number 37 (1-3-4-5-6-7-8-15), part of lot number 37 (Arras St.) part of lot number 38 (lane-1), part of lot number 36 (1 First St.-8), part of lot number 3 (1-5-6-7-8), part of lot number 2 (2-3-4-5-6-7), all for the North ward.

Johnston, Thos.—Lot number 172 of subdivision of lot number 899 for the East ward.

Lord Forrest, Wm.—Lot number 167 for the Centre ward.

Lord Forrest, Wm.—Lot number 20 of subdivision of lot number 922 for the North ward.

Lothrop, Milo M.—Lot number 51 for the North ward.

Noël, Mlle Eva.—Part of lot number 39a and lot number 40a for the East ward.

Nadeau, J. A.—Lot number 400 of subdivision of lot number 7 for the West ward.

Pettigru, Mrs. Geo. E.—Lot number 1 of subdivision of lot number 56 for the North ward.

Parisi, Antonio.—Lot number 42 of subdivision of lot number 899 for the East ward.

Parisi, Antonio.—Lot number 26 of subdivision of lot number 86 for the North ward.

Paradis, C. E.—Lot number 363 of subdivision of lot number 7 for the West ward.

Richard, J. Hubert.—Lot number 59a for the East ward.

Rodrigue, Louis.—Part of lot number 221 of subdivision of lot number 729 (25 feet) for the East ward.

Rigby, Mrs. H. J.—Lot number 824 for the North ward.

Vallières et al Mme Adélaré.—Lot number 134 of subdivision of lot number 1444 for the South ward.

Wolfe et al John.—Lots numbers 18 and 19 of subdivision of lot number 922 for the North ward.

The above immoveable property forms part of the plan and book of reference for the City of Sherbrooke.

Given at Sherbrooke, P. Q., this 10th day of February, 1941.

ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

812-7-2-o

Province of Quebec, County of Levis

TOWN OF LAUZON

Public notice is hereby given by the undersigned, Lévis Bourassa, Secretary of the aforesaid Town, that the properties hereinafter designated, will be sold by public auction in the hall of the Town Hall, Town of Lauzon, County of Levis, P.Q., on FRIDAY the TWENTY FIRST day of MARCH, 1941, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), in payment of the mu-

des taxes municipales et scolaires et intérêts mentionnés ci-dessous et les frais qui seront subéquemment encourus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais n'aient été payés avant la vente au bureau du Trésorier de la ville de Lauzon, à l'Hôtel de Ville, en la ville de Lauzon, P.Q.

*Propriétaires—Nos Cadastres—Subdivision
Taxes dues*

Les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Bienville:

1. Samson, Alcide: 153, 1-2-3-4, \$48.41.
2. Cadorette, Joseph:—202, B-D.

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de Lauzon.

2. Cadorette, Joseph:—1098, partie, \$28.59.
3. Roe, Yvonne Mlle:—1032, \$197.14.
4. Barrette, Mlle Yvonne:—867, 3, \$8.30.
5. Succession Samson Chs.:—402, 403, \$562.85.
6. Succession Samson Chas.:—394, \$8.58.
7. Morency, Emmanuel:—266, \$371.11.
8. Fontaine, P.-E.:—246, \$19.35.

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour la partie-est du village incorporé de Lauzon.

9. Bergeron, J.-Eug.:—204, 53-54, \$9.19.
10. Dancause, Succ. E.:—205, 10, \$5.78.
11. Ponthriand, Joseph:—205, 71, \$4.17.
12. Rouillard, Succ. A.:—206, 93, \$3.12.

Tous les lots suivants relèvent du cadastre officiel pour le village incorporé de St-Joseph de Lévis.

13. Carrier, L.-M. Dame:—76, 1-2-32-33-68-69, \$20.80.
14. Lesage, J. A. et al.:—76, 11, \$3.82.
15. Lesage, J. A. et al.:—82, 22, \$1.93.
16. Proulx, J. Adolphe:—76, 28, \$3.82.
17. Willis, G. R.:—76, 29, \$3.82.
18. Savard, Alfred:—76, 70-71-72-73-74-75, \$24.66.
19. Dubé, Oscar:—76, 308, \$3.82.
20. Bédard, Charles:—76, 344, \$3.82.
21. Carrel, Frank Succ.:—76, 38, 82, 28-29-30, \$15.23.
22. Mathieu, Arthur:—82, 154, 76, 306, \$1.97.
23. Guarascio, Tony:—82, 159, \$3.82.
24. Lesage, J. A. et al.:—88, 14-35-56-57-58-59-60, \$2.81.
25. Lesage, J. A. et al.:—88, 61a, \$0.55.
26. Lesage, J. A. et al.:—88, 82, \$1.82.
27. Patry, Jos. Succ.:—104-105-113, partie, \$259.03.
28. Laflamme, K. Wilfrid:—176, 292-293, \$7.63.

Les numéros 1-2-5-9-13-18-21-22-24-27-28 pour être vendus en bloc par ordre de la cour.

Donné en la ville de Lauzon, ce dix-huitième jour de février, 1941.

Le secrétaire,
LEVIS BOURASSA.

917-8-2

municipal and school taxes and interest mentioned below and the costs to be subsequently incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale at the office of the Treasurer of the Town of Lauzon, at the Town Hall, in the Town of Lauzon, P.Q.

*Proprietors—Cadastrals Nos.—Subdivision
Taxes due*

All the following lots belong to the official cadastre for the Incorporated Village of Bienville.

1. Samson, Alcide, 153, 1-2-3-4, \$48.41.
2. Cadorette, Joseph:—202, B-D.

All the following lots belong to the official cadastre for the incorporated Village of Lauzon.

2. Cadorette, Joseph:—1098, part, \$28.59.
3. Roe, Miss Yvonne:—1032, \$197.14.
4. Barrette, Miss Yvonne:—867, 3, \$8.30.
5. Estate of Samson, Chs.:—402, 403, \$562.85.
6. Estate of Samson, Chas.:—394, \$8.58.
7. Morency, Emmanuel:—266, \$371.11.
8. Fontaine, P. E.:—246, \$19.35.

All the following lots belong to the official cadastre for the East part of the incorporated Village of Lauzon.

9. Bergeron, J. Eug.:—204, 53-54, \$9.19.
10. Dancause, Est. E.:—205, 10, \$5.78.
11. Ponthriand, Joseph:—205, 71, \$4.17.
12. Rouillard, Est. A.:—206, 93, \$3.12.

All the following lots belong to the official cadastre for the incorporated Village of St-Joseph de Lévis.

13. Carrier, L. M. Mrs.:—76, 1-2-32-33-68-69, \$20.80.
14. Lesage, J. A. et al.:—76, 11, \$3.82.
15. Lesage, J. A. et al.:—82, 22, \$1.93.
16. Proulx, J. Adolphe:—76, 28, \$3.82.
17. Willis, G. R.:—76, 29, \$3.82.
18. Savard, Alfred:—76, 70-71-72-73-74-75, \$24.66.
19. Dubé, Oscar:—76, 308, \$3.82.
20. Bédard, Charles:—76, 344, \$3.82.
21. Carrel, Frank Estate:—76, 38, 82, 28-29-30, \$15.23.
22. Mathieu, Arthur:—82, 154, 76, 306, \$1.97.
23. Guarascio, Tony:—82, 159, \$3.82.
24. Lesage, J. A. et al.:—88, 14-35-56-57-58-59-60, \$2.81.
25. Lesage, J. A. et al.:—88, 61a, \$0.55.
26. Lesage, J. A. et al.:—88, 82, \$1.82.
27. Est. Patry, Jos.:—104-105-113, part, \$259.03.
28. Laflamme, K. Wilfrid:—176, 292-293, \$7.63.

Numbers 1-2-5-9-13-18-21-22-24-27-28 to be sold "en bloc" by Order of Court.

Given in the Town of Lauzon, this eighteenth day of February, 1941.

LEVIS BOURASSA,
Secretary.

918-8-2

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal.
Cour supérieure, No 195281. Dame Antoinette Laperrière, épouse de Renaud Rhéault, chauffeur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Renaud Rhéault, défendeur.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal.
Superior Court, No. 195281. Dame Antoinette Laperrière, wife of Renaud Rhéault, chauffeur, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Renaud Rhéault, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9ième jour d'octobre 1940.

Montréal, le 6 février 1941.

Le procureur de la demanderesse,
879-o J.-L. BELIVEAU.

An action for separation as to property was instituted in this case the 9th day of October, 1940.

Montreal, February 6, 1941.

J. L. BELIVEAU,
880 Attorney for plaintiff.

Arrêté-en-Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 28 janvier, 1941, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 29 janvier, 1941.

Concernant la sauvegarde des paysages boisés à l'intérieur des parcs nationaux.

No 165

L'honorable ministre des terres et forêts, de la chasse et des pêcheries, dans un mémoire en date du 26 janvier (1941), expose:

Qu'il y a lieu, pour garder au paysage sa beauté, dans les parcs nationaux, d'empêcher l'exploitation des peuplements forestiers sur les îles, dans une zone de deux cents (200) pieds de largeur, en bordure des lacs, des presqu'îles et des routes et de ne permettre la construction de chemins de vidange à l'intérieur de ces zones que suivant une direction oblique par rapport aux rives des lacs, des rivières et aux routes;

En conséquence, l'honorable ministre des terres et forêts, de la chasse et des pêcheries demande d'être autorisé à défendre l'exploitation de bois sur les îles et à l'intérieur d'une zone de deux cents (200) pieds de largeur en bordure des lacs, des presqu'îles, des rivières et des routes à l'intérieur des parcs nationaux de la province et à ne permettre aux concessionnaires forestiers de tracer à travers ces zones de chemins pour la vidange des produits forestiers que suivant une direction oblique par rapport aux routes, aux rives des rivières et des lacs.

Certifié,

A. MORISSET,
937-o Greffier du Conseil Exécutif.

Order-in-Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated the 28th January, 1941, approved by the Lieutenant-Governor the 29th January, 1941.

Concerning the safeguarding of wooded landscapes in the National Parks

No. 165

The Honourable Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries, in a memorandum dated the 26th January, 1941, sets forth:

That it is expedient, in order to safeguard the beauty of the landscape of our National Parks, to put a stop to the exploitation of forest growth on the islands, in a zone two hundred (200) feet wide, on the border of the lakes, peninsulas and highways and to allow the building of hauling roads inside the said zones, only in a sloping direction with regard to the shores of the lakes, the rivers and the highways;

Therefore, the Honourable Minister of Lands and Forests, Game and Fisheries requests to be authorized to prohibit the exploitation of timber on the islands and inside a zone of two hundred (200) feet wide bordering the lakes, peninsulas, rivers and highways in the interior of all the National Parks of the Province and to allow timber license-holders to lay out hauling roads for forest produce across the said zones only in a sloping direction with regard to the highways, and to the shores of the rivers and lakes.

Certified,

A. MORISSET,
938 Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est donné que, par un arrêté ministériel, No 259 du cinquième jour de février 1941, les règlements du "Conseil Supérieur de la Coopération" ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 207B de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1925, chapitre 223, tel qu'édicte par 23 George V, chapitre 83).

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour de février 1941.

JEAN BRUCHESI,
881-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné que, par un arrêté ministériel en date du sixième jour de février 1941, le règlement de la "Fédération Hôtelière de la province de Québec, Inc.—Province of Quebec Hotel Federation Inc.", portant de trois (3) à vingt-huit (28) le nombre de ses directeurs, a été approuvé conformément aux dispositions de l'article 207B de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1925, chapitre 223, tel qu'édicte par 23 George V, chapitre 83).

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, by an Order in Council, No. 259, of the fifth day of February, 1941, the by-laws of the "Conseil Supérieur de la Coopération" were approved pursuant to the provisions of article 207B of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1925, chapter 223, as enacted by 23 George V, chapter 83.)

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of February, 1941.

JEAN BRUCHESI,
882 Under Secretary of the Province.

Notice is given that by an Order in Council dated the sixth day of February, 1941, the By-law of the "Fédération Hôtelière de la Province de Québec Inc.—Province of Quebec Hotel Federation Inc." raising from three (3) to twenty-eight (28) the number of its directors, has been approved pursuant to the provisions of article 207B of the Quebec Companies' Act (R.S.Q., 1925, chapter 223, as enacted by 23 George V, chapter 83).

Daté du bureau du secrétaire de la Province,
ce septième jour de février 1941.

Le Sous-secrétaire de la province,
883-o JEAN BRUCHESI.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this seventh day of February, 1941.

JEAN BRUCHESI,
884 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que, par un arrêté ministériel du 14 février 1941, les règlements de "La Ligue de Protection de l'Épargne Hypothécaire" ont été approuvés, conformément aux dispositions de l'article 207B de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'édicte par 23 George V, chapitre 83.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province,
ce 17 février 1941.

Le Sous-secrétaire de la Province,
925-o JEAN BRUCHESI.

Notice is given that, by Order in Council of the 14th of February, 1941, the by-laws of "La Ligue de Protection de l'Épargne Hypothécaire" have been approved, pursuant to the provisions of article 207B of the Quebec Companies' Act, as enacted by 23 George V, chapter 83.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this 17th February, 1941.

JEAN BRUCHESI,
926 Under Secretary of the Province.

Avis est, par les présentes, donné que "The Quaker Oats Company", autorisée à faire affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration, M. J. Antonio Le Blanc, 410 rue St-Nicholas, Montréal, son principal agent dans la province de Québec et que le siège social de la corporation sera établi à 410 rue St-Nicholas, à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province,
ce onzième jour de février 1941.

Le Sous-secrétaire de la Province,
927-o JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that the "Quaker Oats Company" authorized to carry on business in this Province, has appointed by new Power of Attorney, Mr. J. Antonio Le Blanc, 410 St. Nicholas street, Montreal, its principal agent in the Province of Quebec, and that the head office of the corporation will be established at 410 St. Nicholas street, Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this eleventh day of February, 1941.

JEAN BRUCHESI,
928 Under Secretary of the Province.

Bureaux-chef

Province de Québec, District de Bedford

LA COMPAGNIE "POLLENDER FRÈRES LIMITÉE"

Avis est donné que la compagnie "Pollender Frères Limitée" constituée en corporation en date du 28ième jour de décembre 1940 et ayant son bureau d'affaires en la ville de Farnham, a établi son bureau au numéro 58 de la rue Jacques Cartier.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Farnham, ce 14ième jour de février 1941.

POLLENDER FRÈRES LIMITÉE,
Le président,
915-o P. ALÈGRE.

"LA CONSTRUCTION NATIONALE & CHEMINS
(Ltée)"

"NATIONAL CONSTRUCTION & ROADS LTD."

Règlement numéro 47

Changeant le bureau principal de la compagnie de 55½ Grande-Allée, en la cité de Québec, dans le district de Québec, Province de Québec, à 503-503A Dominion Square Building, 1010 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Attendu que La Construction Nationale & Chemins (Ltée) juge qu'il est avantageux et opportun de changer son bureau principal de 55½ Grande-Allée, en la cité de Québec, dans le district de Québec, dans la province de Québec, à 503-503A Dominion Square Building, 1010 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

En conséquence, cette compagnie décrète ce qui suit:

Que le siège social de la compagnie soit transféré de 55½ Grande-Allée, en ladite cité de

Chief-Offices

Province of Quebec, District of Bedford

THE COMPANY "POLLENDER FRÈRES LIMITÉE"

Notice is hereby given that the company "Pollender Frères Limitée" incorporated under date the 28th day of December, 1940, and having its head office in the Town of Farnham, has established its office at number 58 Jacques-Cartier street.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Farnham, this 14th day of February, 1941.

POLLENDER FRÈRES LIMITÉE,
P. ALÈGRE,
916 President.

"LA CONSTRUCTION NATIONALE & CHEMINS
(Ltée)"

"NATIONAL CONSTRUCTION & ROADS LTD."

By-law number 47

Changing the head office of the Company from 55½ Grande Allée, in the City of Quebec, in the District of Quebec, in the Province of Quebec, to 503-503A Dominion Square Building, 1010 St. Catherine Street West, in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Whereas La Construction Nationale & Chemins (Ltée) deems it advantageous and proper to change its head office from 55½ Grande Allée, in the City of Quebec, in the District of Quebec, in the Province of Quebec, to 503-503A Dominion Square Building, 1010 St. Catherine Street West, in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Now therefore this Company enacts as follows:

That the head office of the Company be moved from 55½ Grande Allée in the said City of Que-

Québec, dans le district de Québec, dans la province de Québec, à 503-503A Dominion Square Building, 1010 ouest, rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Décreté et passé ce 10e jour de décembre 1940.

Le président,
EWART DONOVAN.
Le secrétaire-trésorier,
H. McCRAE.

947

bee, in the District of Quebec, in the Province of Quebec, to 503-503A Dominion Square Building, 1010 St. Catherine Street West, in the City of Montreal, in the Province of Quebec.

Enacted and passed this 10th day of December, 1940.

EWART DONOVAN,
President.
H. McCRAE,
Secretary-Treasurer.

948-o

Chartes—Abandon de

La compagnie "Charles Sales Corporation" constituée en corporation par lettres patentes émises par l'honorable Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 5e jour de janvier 1939, donne par les présentes avis public qu'elle a l'intention de s'adresser au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte à une date qu'il sera jugé convenable de fixer, suivant les dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 12e jour de février 1941.

Le procureur,
JOSEPH H. FINE.

444 Canada Cement Bldg.,
Montréal.

885

Avis public est par les présentes donné que "Eastern Investment & Realty Company" demandera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec en Conseil, en vertu de l'article 25 de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Cookshire, Qué., le 16 juillet 1940.

EASTERN INVESTMENT & REALTY CO.
par le secrétaire-trésorier,
H. S. OSGOOD.

887-o

LA COMPAGNIE DES HÔTELS DU NORD

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "La Compagnie des Hôtels du Nord", de Rouyn, donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec, en vertu de la section 25 de ladite loi, pour demander la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Rouyn, ce 5 février 1941.

Le secrétaire,
ALBERT MEUNIER.

889-o

TAPTON INVESTMENT COMPANY LIMITED

AVIS

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Tapton Investment Company, Limited" a l'intention de s'adresser à l'honorable Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec pour demander l'abandon de sa charte et son annulation, conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 18 février 1941.

Le secrétaire,
C.-R. McKENZIE.

911

Charters—Surrender of

Charles Sales Corporation, incorporated by letters patent issued by the Honourable Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 5th day of January 1939, by these presents gives public notice that it intends to apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to obtain leave to surrender its Charter on such date as it may be deemed advisable to fix, in pursuance of the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 12th day of February, 1941.

JOSEPH H. FINE,
Attorney.

444 Canada Cement Bldg.,
Montreal.

886-o

Public notice is hereby given that the "Eastern Investment & Realty Company" will ask from the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec in Council, by virtue of Article 25 of the first part of the Quebec Companies' Act, the permission to surrender its charter.

Cookshire, Que., this 16th day of July, 1940.

EASTERN INVESTMENT & REALTY COMPANY.
per H. S. OSGOOD,
Secretary-Treasurer.

888-o

"LA COMPAGNIE DES HÔTELS DU NORD"

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "La Compagnie des Hôtels du Nord", Rouyn, hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor in Council, of the Province of Quebec, under section 25, of the said Act, for leave to surrender its charter.

Dated at Rouyn, this 5th day of February 1941.

ALBERT MEUNIER,
Secretary.

890-o

TAPTON INVESTMENT COMPANY, LIMITED

NOTICE

Notice is hereby given that Tapton Investment Company, Limited intends to make application to the Honourable the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter for cancellation in accordance with the provisions of Section 25 of The Quebec Companies' Act.

Montreal, February 18th, 1941.

C. R. McKENZIE,
Secretary.

912-o

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité dévolue par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Wildor Quebec Mines Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de janvier 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour de janvier 1941, ladite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de janvier 1941.

L. DÉSILETS,

919

Assistant-procureur général.

La Compagnie Laiterie Bégin Limitée, donne avis de son intention de s'adresser au procureur-général, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Québec, le 20 février 1941.

929-0

Le procureur,
H. BERNATCHEZ.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Wildor Quebec Mines Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-fifth day of January, 1938.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of January, 1941, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1941.

L. DÉSILETS,

920-0

Deputy Attorney General.

The Company "Laiterie Bégin Limitée", gives notice of its intention to apply to the Attorney General, for leave to surrender its Charter from such date as it may please him to fix.

Quebec, February 20th, 1941.

930-0

H. BERNATCHEZ,
Attorney.

Demandes à la Législature

Avis public est, par les présentes donné: que la municipalité de la ville d'Acton Vale, comté de Bagot, s'adressera à la Législature de Québec, à la présente session pour demander que les règlements 232 et 233 de la municipalité de la ville d'Acton Vale, accordant à "The Acton Shoe Company Limited" et "The Acton Rubber Company Limited" et à leurs ayants cause des évaluations fixes et d'autres droits et privilèges, soient par législation ratifiés, confirmés, déclarés obligatoires et que les évaluations fixes qui y sont mentionnées soient obligatoires pour la municipalité et les compagnies, leurs successeurs et ayants cause et leur profitent.

Montréal, ce 27 janvier 1941.

Les procureurs de la ville d'Acton Vale,
525-54-0 BLAIN & FAUTEUX.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa présente session, pour demander certains amendements à ses actes d'incorporation et notamment:

Pour emprunter les sommes suivantes: \$28,000.00 pour l'achat d'une échelle aérienne pour le Département du Feu, \$50,000.00 pour construction de pavages permanents, \$25,000.00 pour réfection de pavages permanents; pour préciser certains articles de sa charte, la loi 19 George V, chapitre 95, concernant les élections du maire et des échevins; pour demander des pouvoirs additionnels permettant à la Cité d'établir définitivement et de façon permanente un nouveau système de pension pour ses employés permanents; pour imposer, en sus de la taxe d'affaires, une taxe spéciale sur chaque compagnie d'assurance ayant un bureau d'affaires ou étant représentée par un gérant ou un agent dans la cité; pour être libérée de certaines taxes qui lui ont été imposées par suite du rachat des rentes seigneuriales et pour préciser la date où les intérêts commenceront à courir sur les versements annuels dus en vertu de ladite loi; pour être autorisée à vendre à des conditions spéciales les lots vacants dont elle est devenue propriétaire; pour amender la Charte

Public notice is hereby given that: the Municipality of the Town of Acton Vale, in the County of Bagot, will apply to the Legislature of Québec, at its present session for a law enacting that By-Laws number 232 and 233 of the Municipality of the Town of Acton Vale, granting to "The Acton Shoe Company Limited" and to "The Acton Rubber Company Limited", and to their representatives, fixed valuations and other rights and privileges, be ratified, confirmed and declared obligatory and the fixed valuations therein mentioned be obligatory upon the Municipality and the Companies, their successors and representatives and avail to them.

Montreal, this 27th of January, 1941.

BLAIN & FAUTEUX,
526-54-0 Attorneys for the Town of Acton Vale.

Public notice is hereby given that the City of Québec will apply to the Legislature of this Province, at its present Session, for certain amendments to its acts of incorporation and principally:

To borrow the following amounts: \$28,000., for the purchase of an aerial ladder for the Fire Department, \$50,000., for the construction of permanent pavings, \$25,000., for rebuilding permanent pavings; to specify certain articles of its charter, the Act 19 George V, chapter 95, concerning the election of Mayor and Aldermen; to request additional powers permitting the City to establish definitely and permanently a new system of pensions for its permanent employees; to levy, over and above the business tax, a special tax on every insurance company having a business office or being represented by a manager or an agent in the City; to be exempt from certain taxes imposed on it as a result of the Redemption of Seigneurial rents and to specify the date when the interest will begin to accrue on the annual instalments due pursuant to the said Act; to be authorized to sell, upon special conditions, vacant lots of which it has become the owner; to amend the Charter of the City with regard to the building and maintaining of sidewalks; to modify the

de la Cité en ce qui concerne la construction et l'entretien des trottoirs; pour modifier les pouvoirs de la Commission d'Urbanisme dans certains territoires adjacents à la cité de Québec; pour accorder à la Cour du Recorder de la Cité le droit d'assigner devant elle toute personne endettée pour taxes ou redevances municipales quelconques; pour obtenir le droit de faire vendre par le shérif certains immeubles appartenant à des propriétaires inconnus, incertains ou introuvables, en suivant une procédure spéciale; pour faire modifier les lois qui l'empêchent de taxer certains établissements; pour suspendre le paiement des rentes foncières constituées lorsqu'elles affectent des immeubles devenus la propriété de la Cité; pour autoriser la Cité à faire les placements des arrérages de taxes consolidées dans un compte spécial jusqu'à concurrence seulement des montants nécessaires pour payer chaque année l'amortissement et l'intérêt de l'emprunt contracté, pour permettre à la Cité d'employer le solde à des placements plus avantageux; pour ratifier et sanctionner certains règlements d'emprunt adoptés au cours de l'année 1940 afin de faire disparaître tout doute quant à leur légalité et validité; pour amender la loi permettant d'imposer une taxe de vente de 2% dans les limites de la Cité de Québec; pour demander la ratification des contrats intervenus entre la Cité de Québec et le Québec Railway, Light & Power, pour la substitution du service des tramways par un service d'autobus, et tous autres amendements concernant la bonne administration de la Cité.

Le procureur de la Cité de Québec,
703-6-4-0 BENOIT PELLETIER.

Canada, Province de Québec, District de
Montréal

VILLE DE MONTRÉAL EST

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'un bill amendement sa charte et ratifiant, confirmant et déclarant valide et obligatoire le Règlement No 193 de la dite Ville, et l'acte d'accord entre ladite Ville et la compagnie Canadian Copper Refiners Limited auquel il est référé dans le dit règlement.

Montréal-Est, ce onzième jour de février, 1941.

Les procureurs de la Ville de Montréal-Est,
789-7-4-0 VIEN, FARIBAULT & TRUDEAU.

Avis est par les présentes donné que Howard Lindsay Mussells, de la cité de Montréal, étudiant en art dentaire, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente ou à sa prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre dans son association et à lui accorder un permis pour pratiquer la chirurgie dentaire dans la province de Québec, lorsqu'il aura passé les examens requis.

Montréal, le 8 février 1941.

Les procureurs de Howard Lindsay Mussells,
813-7-4 LAVERTY, HALE & LAVERTY.

powers of the Town Planning Commission in certain territories adjacent to the City of Quebec; to grant to the Recorder's Court of the City the right to summon before it anyone owing taxes or municipal dues whatsoever; to obtain the right to have certain immovables belonging to unknown, uncertain or untraceable owners, sold by Sheriff, in following a special procedure; to have amended the Acts preventing it from taxing certain establishments; to suspend the payment of constituted ground rents when they affect immovables which have become the property of the City; to authorize the City to invest the arrears of consolidated taxes in a special account only up to the amounts required to pay each year's sinking fund and interest on the loan contracted, to permit the City to use the balance for more advantageous investments; to ratify and sanction certain loan by-laws adopted during the year 1940 so as to clear up any doubt as to their legality and validity; to amend the Act allowing the levying of a 2% Sales' Tax within the limits of the City of Quebec; To request the ratification of contracts entered into between the City of Quebec and the Québec Railway, Light & Power for the substitution of the tramway service by an autobus service, and all other amendments concerning the good management of the City.

BENOIT PELLETIER,
Attorney for the City of Quebec.

704-6-4

Canada, Province of Quebec, District of
Montreal

TOWN OF MONTREAL EAST

Public notice is hereby given that the Town of Montreal-East will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a Bill amending its charter, and ratifying, confirming and declaring valid and binding By-law No. 193 of the said Town, and the Deed of Agreement between the Town and the Canadian Copper Refiners Limited referred to in the said By-law.

Montreal-East, this eleventh day of February, 1941.

VIEN, FARIBAULT & TRUDEAU,
Attorneys for the
Town of Montreal-East.

790-7-4-0

Notice is hereby given that Howard Lindsay Mussells, of the City of Montreal, Dental Student, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the present or the next session thereof, for the passing of an act to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit him to its membership and to issue to him a license for the practice of dental surgery in the Province of Quebec, after he has passed the required examinations.

Montreal, February 8th, 1941.

LAVERTY, HALE & LAVERTY,
814-7-4-0 Attorneys for Howard Lindsay Mussells

Département de l'Instruction publique

No 757-40

Québec, le 12 février, 1941.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Coleraine,

Department of Public Instruction

No. 757-40

Quebec, February 12th, 1941.

Application is made to detach from the School Municipality of Saint-Joseph de Coleraine, in the

dans le comté de Mégantic, la $\frac{1}{2}$ du lot No 68 du rang I du canton de Irlande, appartenant à M. Jeffrey Morin, la $\frac{1}{2}$ du lot No 77 du même rang et du même canton, appartenant à M. Jos. Gagné et le lot No 78 du même rang et du même canton et de les annexer à la municipalité scolaire d'Irlande-Sud, dans le même comté." 825-7-2-o

No 1559-40

Québec, le 18 février, 1941.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du canton de Granby, le territoire qui fut annexé à la cité de Granby par 15 Geo. V (1925), ch. 98, section 1, par IV Geo. VI (1940), ch. 88, section 1 et subdivisions 1-3 et d'annexer ledit territoire à la municipalité scolaire protestante de la cité de Granby, afin que les limites de ladite cité soient identiques à celles de ladite municipalité scolaire. 921-8-2-o

No 420-39

Québec, le 17 février, 1941.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire du canton de Laval, dans le comté de Saguenay, tous les lots du rang IV dudit canton, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire. 923-8-2-o

County of Megantic, $\frac{1}{2}$ of lot No. 68 in Range I of the Township of Ireland, belonging to Mr. Jeffrey Morin, $\frac{1}{2}$ of lot No. 77 of the same Range, and same Township, belonging to Mr. Jos. Gagné and lot No. 78 of the same Range and same Township, and to annex the same to the School Municipality of Ireland-South, in the same County. 826-7-2

No. 1559-40

Quebec, February 18th, 1941.

Application is made to detach from the School Municipality of the Township of Granby, the territory which was annexed to the City of Granby by 15 Geo. V (1925), ch. 98, section 1, by IV Geo. VI (1940), ch. 88, section 1 and subdivisions 1-3 and to annex the said territory to the Protestant School Municipality of the City of Granby, so that the limits of the said City be identical to those of the said school municipality. 922-8-2

No. 420-39

Quebec February 17, 1941.

Application is made to annex to the School Municipality of the Township of Laval, in the County of Saguenay, all the lots of Range IV of the said Township, which have not as yet been organized with a view to the schools. 924-8-2

ERRATUM

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MATAPÉDIA

Pour la municipalité de St-Cléophas dans les nos 2 et 4 de la *Gazette officielle de Québec* le 11 et 25 janvier 1941, à la page 134 et 300, au nom de M. Magloire Picard, il faudrait lire No 54 rang 5, au lieu de 53 rang 5. 895-o

ERRATUM

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MATAPÉDIA

For the Municipality of St-Cléophas in Nos. 2 and 4 of the *Quebec Official Gazette* of the 11th and 25th of January, 1941, on pages 134 and 300, under the name of Mr. Magloire Picard, please read No. 54, Range 5, instead of 53, Range 5. 896

Liquidation—Avis de

Prenez avis que la "St. Patrick's Mutual Benefit Association of the City of Quebec", ayant son bureau principal en la cité de Québec, dans la province de Québec, cessera de prendre de nouveaux contrats à compter du 28e jour de mars, mil neuf cent quarante et un (1941), et que M. Arthur H. O'Connell, secrétaire-archiviste de ladite association est la personne que ladite association se propose de nommer liquidateur, à une assemblée générale de ses membres qui sera tenue à 113, rue Ste-Anne, le 28e jour de mars 1941.

Daté à Québec, ce 6e jour de février 1941.

Le président,
D. M. McMANUS.

Cet avis remplacera celui qui a été publié le 25 janvier dernier. 891-8-2

Winding up notice

Take notice that the "St. Patrick's Mutual Benefit Association of the City of Quebec", having its head office in the City of Quebec, in the Province of Quebec, will cease to take further contracts on and after the 28th. day of March, nineteen hundred and forty-one, (1941) and that Mr. Arthur H. O'Connell, Recording Secretary of the said Association, is the person that the said Association propose to appoint as liquidator at a general meeting of its members to be held at 113 St. Ann Street on the 28th. day of March 1941.

Dated at Quebec this 6th. day of February 1941.

D. M. McMANUS,
President.

This notice will replace the one published on the 25th. January last. 892-8-2-o

Ministère de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the

comté de Roberval, sous le nom de "Société Coopérative Agricole d'Albanel" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Lucie d'Albanel, comté de Roberval.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce douzième jour de février 1941.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
897-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Rivière-du-Loup, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Cacouna" et que son principal siège d'affaires est à St-Georges de Cacouna, comté de Rivière-du-Loup.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce douzième jour de février 1941.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
903-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Nicolet, sous le nom de "Société Coopérative Agricole des Producteurs de Lin de la Région de St-Célestin" et que son principal siège d'affaires est à St-Célestin, comté de Nicolet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce douzième jour de février 1941.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
905-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Papineau, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-André-Avellin" et que son principal siège d'affaires est à St-André-Avellin Village, comté de Papineau.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole,

county of Roberval, under the name of "Société Coopérative Agricole d'Albanel", and that its principal place of business is at Ste-Lucie d'Albanel, County of Roberval.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twelfth day of February, 1941.

ADRIEN MORIN,
898 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Rivière-du-Loup, under the name of "Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Cacouna", and that its principal place of business is at St-Georges de Cacouna, County of Rivière-du-Loup.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twelfth day of February, 1941.

ADRIEN MORIN,
904 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the County of Nicolet, under the name of "Société Coopérative Agricole des Producteurs de Lin de la Région de St-Célestin" and that its principal place of business is at St-Célestin, county of Nicolet.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twelfth day of February, 1941.

ADRIEN MORIN,
906 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Papineau, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-André-Avellin", and that its principal place of business is at St-André-Avellin Village, county of Papineau.

The object for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preserva-

l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce treizième jour de février 1941.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
907-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Matane, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Ste-Angèle-de-Mérici" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Angèle-de-Mérici, comté de Matane.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce huitième jour de février 1941.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
909-o ADRIEN MORIN.

tion, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this thirteenth day of February, 1941.

ADRIEN MORIN,
908 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Matane, under the name of "Société Coopérative Agricole de Ste-Angèle-de-Mérici" and that its principal place of business is at Ste-Angèle-de-Mérici, county of Matane.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this eighth day of February, 1941.

ADRIEN MORIN,
910 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Minutes de notaire

Québec, ce 27 janvier 1941.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par monsieur Roger McCutcheon, notaire, demeurant à Montréal, et praticien à Montréal et Longueuil, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu L.-J.-Emilien Brais, en son vivant notaire de Longueuil, praticien à Montréal et à Longueuil, district judiciaire de Montréal, et du greffe de feu M^{re} Pierre Brais, dont ledit notaire L.-J.-Emilien Brais était le cessionnaire.

JEAN BRUCHESI,

531-5-5-o Sous-Secrétaire de la Province.

Québec, 17 février 1941.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat qu'une requête a été présentée par M. Gleason Belzile, notaire, demeurant et pratiquant à Rimouski, district judiciaire de Rimouski, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Me Louis de Gonzague Belzile, en son vivant notaire de Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

JEAN BRUCHESI,

899-8-5-o Sous-Secrétaire de la Province.

Québec, 17 février 1941.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat qu'une requête a été présentée par M. Charles-Auguste Emond, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Me Donat Corbeil, en son vivant notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

JEAN BRUCHESI,

901-8-5-o Sous-Secrétaire de la Province.

Notarial minutes

Quebec, January 27th, 1941.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Roger McCutcheon, notary, residing at Montreal, and practising at Montreal and Longueuil, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late L. J. Emilien Brais, in his lifetime, Notary, of Longueuil, practising at Montreal and Longueuil, judicial district of Montreal, and of the records of the late M^{re} Pierre Brais, of which said Notary L. J. Emilien Brais was assignee.

JEAN BRUCHESI,

532-5-5 Under Secretary of the Province.

Quebec, February 17th, 1941.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Gleason Belzile, notary, residing and practising at Rimouski, judicial district of Rimouski, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Me. Louis de Gonzague Belzile, in his lifetime notary of Rimouski, judicial district of Rimouski.

JEAN BRUCHESI,

900-8-5 Under Secretary of the Province.

Quebec, February 17th, 1941.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Charles-Auguste Emond, Notary, residing and practising at Montreal, in the judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Me. Donat Corbeil, in his lifetime Notary of Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHESI,

902-8-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 5 février 1941.

M. Lavery Sirois, N.P., de Québec: commissaire du Bureau des commissaires pour le rachat des rentes seigneuriales, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi 25-26 George V, chapitre 82.

MM. Laurent Forest, sergent, Sûreté provinciale, et Ephrem Larivière, agent de police, Sûreté provinciale, tous deux de Montréal: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction étendue aux districts judiciaires d'Abitibi, Beauharnois, Bedford, Hull, Iberville, Joliette, Montcalm, Pontiac, Richelieu, Saint-François et Terrebonne, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

MM. Damase Poulin, Philias Rancourt, Charles Morin, rentiers, et Raymond Morissette, ouvrier, de Saint-Côme: adjoints à la Commission de la paix du district judiciaire de Beauce; Charles Derome, cultivateur, de Saint-Mathieu-de-Laprairie: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Montréal.

MM. Joseph-Marie-Antoine Gosselin, gérant de la compagnie "La Laurentienne", 632, rue Saint-Joseph, Lauzon, Emile Martin, organisateur à l'emploi des Prévoyants du Canada, 4369, rue Boyer, Montréal, et Bernard Beswick, secrétaire, Cap-de-la-Madeleine: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec; J.-R.-W. Caumartin, professeur, 4581, rue Saint-André, et L.-P. Parent, rentier, 4380, rue De Lanaudière, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Isidore Gaudreault, inspecteur, rue Racine, Chicoutimi: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi; Emilien Bergeron, surintendant du Bureau de Placement provincial à La Tuque, La Tuque: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Philippe Roy, gérant de Dominion Shuttle à Lachute, Lachute: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne. Les juges de paix, nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

MM. Charles Veilleux, cultivateur, de Saint-Evariste-de-Forsyth, Joseph Morin et Amédée Talbot, rentiers, de Saint-Evariste Station: nommés pour agir, avec messieurs Josaphat Lachance et Louis Bégin, (nommés par l'arrêté ministériel No 393, en date du 15 mars 1928), comme commissaires pour tenir la Cour de commissaires de la municipalité de la paroisse de Saint-Evariste, comté de Frontenac.

Québec, 7 février 1941.

M. Charles-I. Berger, conseiller juridique, de la cité de New-York, Etats-Unis d'Amérique: commissaire, en vertu de l'autorité de l'article 27 du Code de Procédure Civile de la province de Québec, aux fins de recevoir, à New-York, les affidavits qui peuvent servir dans une des Cours de la Province, ou qui sont nécessaires à tout acte ou document qui doit être mis à exécution ou avoir un effet civil dans la Province.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec February 5, 1941.

Mr. Lavery Sirois, N.P., of Quebec: to be Commissioner of the Board of Commissioners for the Redemption of Seigniorial Rents, pursuant to the provisions of article 8 of the Act 25-26 George V, chapter 82.

Messrs. Laurent Forest, Sergeant, Provincial Police, and Ephrem Larivière, Policeman, Provincial Police, both of Montreal: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction extending over the judicial districts of Abitibi, Beauharnois, Bedford, Hull, Iberville, Joliette, Montcalm, Pontiac, Richelieu, Saint Francis and Terrebonne, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

Messrs. Damase Poulin, Philias Rancourt, Charles Morin, annuitants, and Raymond Morissette, workman, of Saint-Côme: to be Peace Commissioners for the judicial district of Beauce; Charles Derome, farmer, of Saint-Mathieu-de-Laprairie: to be Peace Commissioner for the judicial district of Montreal.

Messrs. Joseph Marie Antoine Gosselin, manager of the "La Laurentienne" company, 632 Saint Joseph street, Lauzon, Emile Martin, organizer in the employ of the "Prévoyants du Canada", 4369 Boyer street, Montreal, and Bernard Beswick, secretary, Cap-de-la-Madeleine: to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the Province of Quebec; J. R. W. Caumartin, professor, 4581 Saint André street, and L. P. Parent, annuitant, 4380 De Lanaudière street, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Isidore Gaudreault, inspector, Racine street, Chicoutimi: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi; Emilien Bergeron, superintendent of the Provincial Employment Bureau at La Tuque, La Tuque: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Québec; Philippe Roy, manager of Dominion Shuttle, Lachute, at Lachute: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

Messrs. Charles Veilleux, farmer, of Saint-Evariste-de-Forsyth, Joseph Morin and Amédée Talbot, annuitants, of Saint-Evariste-Station: appointed to act, with Messrs. Josaphat Lachance and Louis Bégin (appointed by Order in Council No. 393, under date of March 15th, 1928) as Commissioners, for the holding of the Commissioners' Court of the Municipality of the Parish of Saint-Evariste, County of Frontenac.

Quebec February 7th, 1941.

Mr. Charles I. Berger, Counselor at Law, of New York City, United States of America: to be, under the authority of Article 27 of the Code of Civil Procedure of the Province of Québec, appointed as Commissioner to receive, in New York, affidavits for use in any Court of the Province, or necessary for any deed or document to be carried into execution or have its civil effect in the Province.

Québec, 12 février 1941.

MM. Gabélus Thiboutot, cultivateur, de Saint-Onésime-d'Ixworth; adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Kamouraska, et Wellie Grenier, épiciier, de Côteau Station; adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de Montréal.

MM. Léopold Pilon, 167, rue Principale, Hull, Eugène Lacasse, Lucien Malouin, Fernand Boily et Gaston Montplaisir, 4 est, rue Notre-Dame, Montréal, tous cinq inspecteurs: juges de paix avec juridiction étendue à toute la province de Québec, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

941-o

Quebec, February 12th, 1941.

Messrs. Gabélus Thiboutot, farmer, of Saint-Onésime d'Ixworth: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Kamouraska, and Wellie Grenier, grocer, of Côteau Station: to be a Peace Commissioner for the judicial district of Montreal.

Messrs. Léopold Pilon, 167 Principal street, Hull, Eugène Lacasse, Lucien Malouin, Fernand Boily and Gaston Montplaisir, 4 Notre-Dame East, Montreal, all five inspectors: to be Justices of the Peace, with jurisdiction throughout the Province of Quebec, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

942

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT:

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur-
général.

ATTENDU qu'en vertu de la Loi, le Lieutenant - Gouverneur peut, en tous temps, par proclamation, fixer les époques auxquelles commenceront les termes de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans tous les districts judiciaires de la Province et peut les changer pareillement;

ATTENDU que les dates auxquelles commenceront les termes de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans et pour le district de Montréal, sont fixées aux 1er février, 10 mai, 10 septembre et 1er novembre de chaque année, mais qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice de changer la date de l'ouverture du terme de mai et de la fixer au 7 mai, mais pour l'année 1941 seulement;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons que la date de l'ouverture du terme de mai de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans et pour le district de Montréal, soit changée et fixée au 7 mai, mais pour l'année 1941 seulement.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING:—

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS according to Law, the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, fix the dates whereon shall commence the terms of the Court of King's Bench in the exercise of its jurisdiction in original suit, Crown Side, in all the juridical districts of the Province and may likewise change the said dates;

WHEREAS the dates whereon shall commence the terms of the Court of King's Bench, in the exercise of its jurisdiction in original suit, Crown Side, in and for the district of Montreal, are fixed to the 1st of February, 10th of May, 10th of September and 1st of November of each year, but that it is in the interest of the proper management of justice to change the date of the opening of the May term and to fix it to the 7th of May, but for the year 1941 only;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have enacted and ordered, and, do hereby enact and order that the date of the opening of the May term of the Court of King's Bench, in the exercise of its jurisdiction in original suit, Crown Side, in and for the district of Montreal, be changed and fixed to the 7th of May, but for the year 1941 only.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-

Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce quatorzième jour de février en l'année mil neuf cent quarante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la cinquième année.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this fourteenth day of February, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty one, and the Fifth year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le Sous-secrétaire de la Province,
943-o JEAN BRUCHESI.

JEAN BRUCHESI,
944 Under Secretary of the Province.

Vente d'effets non réclamés

Sale of unclaimed baggage

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le 2 avril 1940, et jusque là non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères publiques par MM. Fraser Bros., 901, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à dix heures du matin, le mercredi, 2 avril 1941, suivant les dispositions de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 2nd day of April, 1940, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901, St. James Street West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 2nd, 1941, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montréal, le 5 février 1941.

Montreal, February 5, 1941.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Par W. E. ALLISON,
725-6-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Per W. E. ALLISON,
726-6-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

LOI DE FAILLITE

BANKRUPTCY ACT

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Dans l'affaire de: Charles Edouard Deslauriers, Courtier d'Assurances, Ste-Anne de Bellevue, cédant autorisé.

In the matter of Charles Edouard Deslauriers, Insurance Broker, Ste-Anne de Bellevue, Authorized Assignor.

Avis est par le présent donné que MERCREDI, le VINGT-SIX MARS 1941, à ONZE heures de l'avant-midi, (heure avancée) sera vendu par encan public, au bureau du Shérif du District de Montréal, Palais de Justice, à Montréal, les immeubles suivants, en bloc, comme formant une seule et même exploitation, savoir:

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH of MARCH, 1941, at ELEVEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time), there will be sold by public auction, at the office of the Sheriff of the District of Montreal, Court House, Montreal, the following immovables, "en bloc", as forming one and the same lot of land, namely:

a) Un emplacement situé coin des rues Lamarche et Ste-Anne, en la Ville de Ste-Anne de Bellevue, comté de Jacques-Cartier, composé des lots numéros vingt et un et vingt-cinq de la subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-quinze (195-21 et 25) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Ste-Anne.

a) An emplacement situate at the corner of Lamarche and Ste-Anne streets, in the Town of Ste-Anne de Bellevue, County of Jacques-Cartier, composed of lots numbers twenty-one and twenty-five of the official subdivision of lot number one hundred and ninety five (195-21 and 25) of the official plan and book of reference of the Parish of Ste-Anne.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec bâtisses tant érigées qu'en construction, avec toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

As the whole presently subsists with the buildings both erected thereon and under construction, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

Cette vente est faite suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite, et après les avis requis pour la vente des biens immeubles lorsque les biens immeubles sont vendus par le shérif, pour ladite vente donner les effets du décret conformément au Code de Procédure civile de la Province de Québec.

The said sale is made pursuant to the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act, and after the notices required for the sale of immovable properties when immovable properties are sold by Sheriff, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale in accordance with the Code of Civil Procedure of the Province of Québec.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné:
Montréal, le 18 février 1941.

Le syndic,
HERMAS PERRAS,
913-8-2-o 4 Notre-Dame Est, Montréal.

For conditions of sale and other information, apply to the undersigned.
Montreal, February 18, 1941.

HERMAS PERRAS,
Trustee.
4 Notre-Dame street East, Montreal. 914-8-2

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 195,398.

Avis vous est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 22e jour de janvier 1941, rendu par l'honorable juge A. Décary, dans une cause dans laquelle Dame Rosa Clermont, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Mercier, opérateur, cité et district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes en autant que besoin est pour autoriser sadite épouse, est demanderesse; et dame Adéa-Anne Clermont, épouse de Jean Robert, cité et district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes en autant que besoin est pour autoriser son épouse; dame Evangéline Clermont, épouse de Joseph Robinson, cité et district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse; dame Flore Clermont, épouse séparée de biens de Abraham Dubois, cité et district de Montréal, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse; dame Béatrice Clermont, veuve de feu François Chaignier, Laval-des-Rapides, district de Montréal; dame Charlotte Clermont, veuve de feu Gaston Rochon, en son vivant opérateur, cité et district de Montréal; demoiselle Alice Clermont, fille majeure et usant de ses droits, Laval-des-Rapides, district de Montréal, sont défenderesses, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent quarante deux (Pte 242) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Martin, mesurant un demi arpent de largeur par la profondeur qu'il y a du chemin public à la Rivière des Prairies, borné au nord par le chemin public, en arrière au sud, par la rivière des Prairies, d'un côté, à l'ouest par le terrain de Joseph Sauriol ou représentants, et de l'autre côté à l'est par une autre partie du lot deux cent quarante deux (Pte 242) appartenant à Napoléon Prud'homme, avec bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 436 et 438 Boulevard des Prairies, Laval-des-Rapides.

Ledit emplacement ou immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, VENDREDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS 1941, à DIX heures et DEMIE du matin, heure avancée, par ladite Cour, à la salle d'audience No 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou dans toute autre salle de ladite Cour supérieure désignée par le juge pour ladite vente, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer

Sale by licitation

Canada, Province of Québec, District of Montreal, Superior Court, No. 195,398.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the twenty-second day of January, 1941, rendered by the Honourable Mr. Justice A. Decary, in a cause wherein Dame Rosa Clermont, wife separate as to property by marriage contract of Joseph Mercier, operator, City and District of Montreal, and this latter to authorize his said wife for the purposes hereof, is plaintiff; and Dame Adéa-Anne Clermont, wife of Jean Robert, City and District of Montreal, and this latter to authorize his said wife for the purposes hereof; Dame Evangéline Clermont, wife of Joseph Robinson, City and District of Montreal, and this latter to authorize his said wife for the purposes hereof; Dame Flore Clermont, wife separate as to property of Abraham Dubois, City and District of Montreal, and this latter to authorize his said wife for the purposes hereof; Dame Béatrice Clermont, widow of the late François Chaignier, Laval des Rapides, District of Montreal; Dame Charlotte Clermont, widow of the late Gaston Rochon, in his lifetime operator, City and District of Montreal; Miss Alice Clermont, spinster of full age of majority, Laval des Rapides, District of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows:

An emplacement known and designated being part of lot number two hundred and forty-two (P. 242) of the official plan and book of reference of the cadastre of the Parish of St-Martin, measuring one half acre in width by depth existing from the public road to the Rivière des Prairies, bounded to the North by the public road, in rear to the South, by the Rivière des Prairies, on one side, to the West by the emplacement belonging to Joseph Sauriol or representatives, and on the other side to the East by another part of the lot two hundred and forty-two (P. 242) belonging to Napoleon Prud'homme, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 436 and 438 Boulevard des Prairies, Laval des Rapides.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on FRIDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1941, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, day-light saving time, by the said Court, in Room 31 in the Court House, at Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the judge for the said sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such oppo-

lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille dollars devra être fait par tout enchérisseur lors de son enchère.

Montréal, le 18 février 1941.

Les procureurs de la demanderesse,
893-8-2-0 GUERIN, COUSINEAU, GODIN & PINARD

sition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand dollars must be made by each bidder with every bid.

Montreal, February 18th, 1941.

GUERIN, COUSINEAU, GODIN & PINARD,
894-8-2-0 Attorneys for plaintiff.

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Québec. Dans la Cour Supérieure, No 42094. Dame Yvonne Beaulieu, marchande publique, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Louis Martel, commissionnaire, de la cité de Québec, demanderesse; vs Ledit Louis Martel, commissionnaire, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 février, 1941.

Québec, le 20 février, 1941.

Le procureur de la demanderesse,
945-0 RAYMOND LESAGE.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the Superior Court, No. 42094. Dame Yvonne Beaulieu, public trader, of the City of Quebec, wife common as to property of Louis Martel, driver, of the City of Quebec, plaintiff; vs the said Louis Martel, driver, of the City of Quebec, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this matter on the 20th day of February, 1941.

Quebec, February 20th, 1941.

RAYMOND LESAGE,
946-0 Attorney for plaintiff.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Canada, Province de Québec, District d'Abitibi. No 5906. ANTONIO BOURBEAU, d'Amos, shérif d'Abitibi, (Demandeur dans l'instance originaire), saisissant; vs JOSEPH MARQUIS, de Val d'Or, (Défendeur dans l'instance originaire).

Le lot portant le numéro quatre cent soixante-deux de la subdivision du bloc numéro trente-quatre, canton Bourlamaque, et situé dans la ville de Val d'Or, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, le QUATRIÈME jour du mois de MARS, 1941, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le député-shérif,
Bureau du shérif, MAURICE TESSIER.
Amos, 27 janvier 1941. 549-5-2-0
[Première publication, 1er février 1941]

HULL

Cour Supérieure.—District de Hull
No 5358 { DAME YVONNE BEAU-
DRY, fille majeure, village d'Aylmer, district de Hull, demanderesse; vs DAME SARAH HANE WOODS, veuve de feu James C. Matchett, canton de Masham, district de Hull; et GEORGE CHARLES MATCHETT, cultivateur du canton de Masham, district de Hull, défendeurs.

"A. Lots numéros un "C" et deux "C" dans le neuvième rang du canton de Masham, avec les bâtisses dessus érigées".

B. Lot numéro vingt-huit dans le dixième rang dudit canton de Masham, et

C. Lots numéros cinq "C" et six "C" dans le huitième rang du canton de Masham, avec les bâtisses dessus érigées.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada, Province of Quebec, District of Abitibi. No. 5906. ANTONIO BOURBEAU, of Amos, Sheriff of Abitibi, (Plaintiff in original suit), seizing; vs JOSEPH MARQUIS, of Val d'Or, (Defendant in original suit).

The lot bearing number four hundred and sixty-two, of the subdivision of Block number thirty-four, Township of Bourlamaque, and situate in the Town of Val d'Or—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Val d'Or, on the FOURTH day of the month of MARCH, 1941, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

MAURICE TESSIER,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Amos, January 27, 1941. 550-5-2
[First publication, February 1st, 1941]

HULL

Superior Court.—District of Hull
No. 5358 { DAME YVONNE BEAU-
DRY, spinster, village of Aylmer, district of Hull, plaintiff; vs DAME SARAH HANE WOODS, widow of late James C. Matchett, Township of Masham, district of Hull; & GEORGE CHARLES MATCHETT, farmer of Township of Masham, District of Hull, defendants.

"A. Lots numbers one "C" and two "C" in the ninth range of the Township of Masham, with the buildings thereon erected".

B. Lot number twenty-eight in the tenth range of the said township of Masham, and

C. Lots numbers five "C" and six "C" in the eighth range of the township of Masham, with the buildings thereon erected.

Lots numéros un "C", deux "C" dans le neuvième rang avec les lots numéros cinq "C" et six "C" dans le huitième rang pour être vendus en bloc.

Lot numéro vingt-huit dans le dixième rang pour être vendu séparément.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Hull, le QUATRIÈME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Bureau du shérif, 27 janvier 1941.
[Première publication, 1er février 1941]

Le shérif,
I. ST-PIERRE.
547-5-2

Lots numbers one "C", two "C" in the ninth range with lots number five "C" and six "C" in the eighth range to be sold en bloc.

Lot number twenty-eight in the tenth range to be sold separately.

To be sold at my office in the City of Hull, on the FOURTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon (fast time).

Sheriff's Office, January 27th, 1941
[First publication, February 1st, 1941]

I. ST-PIERRE,
Sheriff.
548-5-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { CRÉDIT FONCIER
193800 } FRANCO-CANA-
DIEN, demandeur; vs JEAN-P. DECARIE,
défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Ste-Famille en la cité de Montréal, étant composé de la moitié sud-est du lot numéro soixante-dix-neuf (No 79) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par ladite rue Ste-Famille, en arrière par une ruelle commune, d'un côté au sud-est par le lot numéro quatre-vingts dudit plan cadastral, et de l'autre côté au nord-ouest par le surplus dudit lot numéro soixante-dix-neuf, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIX MARS prochain à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$950 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Décary, daté le 22 janvier 1941.

Bureau du shérif, Montréal, 28 janvier 1941.
[Première publication, 1er février 1941]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
555-5-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { CREDIT FONCIER
193800 } FRANCO-CANA-
DIEN, plaintiff; vs JEAN P. DECARIE, de-
fendant.

A lot of land fronting on Ste. Famille Street, in the City of Montreal, being composed of the southeast half of lot number seventy-nine (No. 79) on the official plan and in the book of reference for St. Lawrence ward, in the City of Montreal, measuring twenty-five feet in width by one hundred and thirty feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by said Ste. Famille Street, in rear by a common lane, on one side on the southeast by lot number eighty of said cadastral plan and on the other side on the northwest by the residue of said lot number seventy-nine—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SIXTH of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$950. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Décary, dated January 22nd, 1941.

Sheriff's Office, Montreal, January 28th, 1941.
[First publication, February 1st, 1941]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
556-5-2

Fieri Facias de Terris.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { THE CANADA LIFE
196725 } ASSURANCE COM-
PANY, demanderesse; vs NAPOLEON-PAUL
PLANTE, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur l'avenue Brodeur, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, cité de Montréal, connu comme étant le lot de subdivision numéro un du lot de subdivision numéro quinze du lot originaire numéro soixante (60-15-1), et le lot de subdivision numéro deux du lot de subdivision numéro quatorze du lot originaire numéro soixante (60-14-2), et le lot de subdivision numéro un du lot de subdivision numéro deux cent quarante du lot originaire numéro soixante et un (61-240-1), et le lot de subdivision numéro deux du lot de subdivision numéro deux cent quarante et un du lot originaire numéro soixante et un (61-241-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant trente-sept pieds et six pouces en largeur sur une profondeur de soixante et dix-neuf pieds trois pouces et trois-quarts dans la ligne nord-est et soixante et dix-neuf pieds quatre pouces et sept-huitièmes en profondeur dans la ligne sud-ouest; de là trente-quatre pieds et huit pouces en largeur sur une plus grande pro-

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { THE CANADA LIFE AS-
196725 } SUREANCE COMPA-
NY, plaintiff; vs NAPOLEON-PAUL PLANTE,
defendant.

"An emplacement fronting on Brodeur Avenue, in Notre Dame de Graces Ward, City of Montreal, known as the subdivision lot number one of the subdivision lot number fifteen of the original lot number sixty (60-15-1), and the subdivision lot number two of the subdivision lot number fourteen of the original lot number sixty (60-14-2), and the subdivision lot number one of the subdivision lot number two hundred and forty of the original lot number six-one (61-240-1), and the subdivision lot number two of the subdivision lot number two hundred and forty-one of the original lot number sixty-one (61-241-2) upon the official plan and book of reference of the Municipality of the Parish of Montreal. Measuring thirty-seven feet six inches in width for a depth of seventy-nine feet three and three-quarter inches in the North East line and seventy-nine feet four and seven eighth inches in depth in the South West line; thence thirty-four feet eight inches in width for a further depth of seventeen feet two inches. Containing in area three

fondeur de dix-sept pieds et deux pouces. Contenant en superficie trois mille cinq cent soixante et douze pieds (3572), mesure anglaise.

Ledit emplacement étant composé comme suit:

1. Du lot de subdivision numéro un du lot de subdivision numéro quinze du lot originaire numéro soixante (No 60-15-1) mesurant dix pieds en largeur par quatre-vingt quinze pieds et trois pouces en profondeur dans la ligne nord-est et quatre-vingt quinze pieds deux pouces et trois-huitièmes en profondeur dans la ligne sud-ouest. Contenant en superficie neuf cent cinquante-deux pieds (952), mesure anglaise.

2. Du lot de subdivision numéro deux du lot de subdivision numéro quatorze du lot originaire numéro soixante (No 60-14-2) mesurant vingt-sept pieds et six pouces en largeur sur une profondeur de soixante et dix-sept pieds et onze pouces; de là vingt-quatre pieds et huit pouces en largeur sur une plus grande profondeur de dix-sept pieds et deux pouces dans la ligne sud-ouest, et dix-sept pieds trois pouces et trois-huitièmes en profondeur dans la ligne nord-est, contenant en superficie deux mille cinq cent soixante et huit pieds (2568), mesure anglaise.

3. Du lot de subdivision numéro un du lot de subdivision numéro deux cent quarante du lot originaire numéro soixante et un (No 61-240-1) mesurant dix pieds en largeur par un pied deux pouces et trois-quarts en profondeur dans la ligne nord-est et un pied trois pouces et cinq-huitièmes en profondeur dans la ligne sud-ouest. Contenant en superficie treize (13) pieds, mesure anglaise.

4. Du lot de subdivision numéro deux du lot de subdivision numéro deux cent quarante et un du lot originaire numéro soixante et un (No 61-241-2). Mesurant vingt-sept pieds et six pouces en largeur par un pied trois pouces et cinq-huitièmes en profondeur dans la ligne nord-est et un pied cinq pouces et sept-huitièmes en profondeur dans la ligne sud-ouest. Contenant en superficie trente-neuf pieds (39), mesure anglaise.

Aves les bâtisses dessus érigées.

Le mur sud-ouest est mitoyen et il est construit exactement dans la ligne de division entre les lots numéros 60-14-2 et 60-14-1."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,100.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Décarry, daté le 27 janvier 1941.

Bureau du shérif, Le shérif,
Montréal, le 28 janvier 1941. L.-P. CAISSE.
551-5-2

[Première publication, 1er février 1941]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Québec
Montréal, à savoir: } L A COMMISSION DES
No 1966 } ACCIDENTS DU
TRAVAIL DE QUÉBEC, requérante; & VAN
HORNE REALTIES LIMITED, employeurs.

1. "Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Van Horne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte des Neiges, comme étant la subdivision numéro trois cent soixante et douze du lot originaire numéro cent dix-huit (118-372), mesurant 268 pieds de largeur par 114.86 pieds de profondeur dans la ligne nord-est et 115.32 pieds dans la ligne sud-ouest, contenant en superficie 30,844.12 pieds carrés, mesure anglaise."

2. "Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Kent, connu

thousand five hundred and seventy-two feet (3572), English measure.

The said emplacement being composed as follows:—

1. Of the subdivision lot number one of the subdivision lot number fifteen of the original lot number sixty (No. 60-15-1) measuring ten feet in width by ninety-five feet three inches in depth in the North East line and ninety-five feet two and three eighth inches in depth in the South West line. Containing in area nine hundred and fifty-two feet (952) English measure.

2. Of the subdivision lot number two of the subdivision lot number fourteen of the original lot number sixty (No. 60-14-2) measuring twenty-seven feet six inches in width for a depth of seventy-seven feet eleven inches; thence twenty-four feet eight inches in width for a further depth of seventeen feet two inches in the South West line, and seventeen feet three and three-eighth inches in depth in the North East line, containing in area two thousand five hundred and sixty-eight feet (2568), English measure.

3. Of the subdivision lot number one of the subdivision lot number two hundred and forty of the original lot number sixty-one (No. 61-240-1) measuring ten feet in width by one foot two and three-quarter inches in depth in the North East line and one foot three and five-eighth inches in depth in the South West line. Containing in area thirteen (13) feet, English measure.

4. Of the subdivision lot number two of the subdivision lot number two hundred and forty-one of the original lot sixty-one (No. 61-241-2). Measuring twenty-seven feet six inches in width by one foot three and five-eighth inches in depth in the North East line and one foot five and seven-eighth inches in depth in the South West line. Containing in area thirty-nine feet (39), English measure.

With the buildings thereon erected.

The South West wall is mitoyen and it is correctly built in the division line between lots Nos. 60-14-2 and 60-14-1."

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the SIXTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,100.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Mr. Justice Décarry, dated January 27th, 1941.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff.
Montreal, January 28th, 1941. 552-5-2-o

[First publication, February 1st, 1941]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Québec
Montreal, to wit: } THE QUEBEC WORK-
No. 1966 } MEN'S COMPENSA-
TION COMMISSION, petitioner; & VAN
HORNE REALTIES LIMITED, employers.

1. A lot of land being and situate in the City of Montreal, fronting on Van Horne Avenue, known and designated on the official plan and in the book of reference for the incorporated Village of Côte des Neiges, as being subdivision number three hundred and seventy-two of the original lot number one hundred and eighteen (118-372) measuring 268 feet in width by 114.86 feet in depth in the Northeast line, and 115.32 in the Southwest line, containing an area of 30,844.12 square feet, English measure.

2. A lot of land being and situate in the City of Montreal, fronting on Kent Avenue, known

comme étant le lot de subdivision numéro sept du lot originaire numéro cent dix-sept (117-7), du Village Incorporé de la Côte des Neiges, mesurant le dit lot 110 pieds de largeur par 2471.4 pieds de profondeur dans sa ligne sud-est, et 2470 pieds de profondeur dans sa ligne nord-ouest, et contenant en superficie 271,777 pieds carrés, mesure anglaise."

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de FÉVRIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 21 janvier 1941. 441-4-2-o
[Première publication, 25 janvier 1941]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: { THE PRUDENTIAL
196402 { INSURANCE
COMPANY OF AMERICA, demanderesse; vs
HARRY CHARLES ORGAN, défendeur.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Mariette, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal, connu comme étant la subdivision soixante-sept des subdivisions officielles du lot numéro cent quarante-neuf (149-67) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; mesurant quarante pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison dessus construite et portant les numéros civiques 104 et 106 (nouveaux numéros 2480 et 2482) avenue Mariette, dont le mur sud-est est mitoyen.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$950 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Décary, en date du 23 janvier 1941.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, le 28 janvier 1941. 553-5-2
[Première publication, 1er février 1941]

Fieri Facias De Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: { CONFEDERATION
196594 { LIFE ASSOCIATION,
demanderesse; vs ÉDOUARD BERNARD, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur l'Avenue Draper, en la cité de Montréal, et connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal comme étant la resubdivision un de la subdivision trois cent quatre-vingt-dix-huit et la resubdivision quatre de la subdivision trois cent quatre-vingt-dix-sept du lot officiel numéro cent soixante et onze (171-398-1 & 171-397-4).

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 4379 et 4381 de ladite rue Draper, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Avec le droit de passage et de vue sur les resubdivisions deux et trois de la subdivision trois cent quatre-vingt-dix-sept dudit lot cent soixante et onze (171-397-2 & 3), mais sujet au droit de passage et de vue sur les dits lots 171-397-2 & 3 en faveur de la resubdivision un de la subdivision trois cent quatre-vingt-dix-sept du lot cent soixante et onze et la subdivision trois cent quatre-vingt-seize dudit lot officiel cent soixante et onze (171-397-1 & 171-396).

as being subdivision lot number seven of the original lot number one hundred and seventeen (117-7) of the incorporated Village of Côte des Neiges, said lot measuring 110 feet in width by 2471.4 feet in depth in its Southeast line, and 2470 feet in depth in its Northwest line, and containing an area of 271,777 square feet, English measure.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH day of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office,
Montreal, January 21st, 1941. 442-4-2
[First publication, January 25th, 1941]

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: { THE PRUDENTIAL
196402 { INSURANCE
COMPANY OF AMERICA, plaintiff; vs HAR-
RY CHARLES ORGAN, defendant.

An emplacement fronting on Mariette Avenue in the Notre Dame de Grace Ward of the City of Montreal, known as subdivision sixty-seven of the Official subdivisions of lot number one hundred and forty-nine (149-67) on the Official Plan and Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal; measuring forty feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less.

With the house thereon erected bearing the civic numbers 104 and 106 (new numbers 2480 and 2482) Mariette Avenue, the South-east wall whereof is mitoyen.

To be sold, at my office, in the City of Montreal on the SIXTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$950.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Mr. Justice Decary, dated January 23rd, 1941.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office,
Montreal, January 28th, 1941. 554-5-2-o
[First publication, February 1st, 1941]

Fieri Facias De Terris

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: { CONFEDERATION
196594 { LIFE ASSOCIATION,
plaintiff; vs ÉDOUARD BERNARD, defendant.

"An emplacement fronting on Draper Avenue in the City of Montreal, and known on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal as being the resubdivision one of the subdivision three hundred and ninety-eight and the resubdivision four of the subdivision three hundred and ninety-seven of official lot number one hundred and seventy-one (171-398-1 & 171-397-4).

With all the buildings thereon erected bearing the civic numbers 4379 and 4381 of said Draper Street, the northwest wall of which is mitoyen.

With the right of passage on and view over the resubdivisions two and three of subdivision three hundred and ninety-seven of said lot one hundred and seventy-one (171-397-2 & 3), but subject to the right of passage on and view over the said lots 171-397-2 & 3 in favour of the resubdivision one of the subdivision three hundred and ninety-seven of lot one hundred and seventy-one and the subdivision three hundred and ninety-six of the official lot one hundred and seventy-one (171-397-1 & 171-396).

Avec le droit d'avoir et de maintenir la vue des fenêtres, ouvertures et saillies de la bâtisse érigée sur ledit emplacement donnant sur la résubdivision deux de la subdivision trois cent quatre-vingt-dix-huit dudit lot officiel cent soixante et onze (171-398-2) moins que les distances requises légalement de la ligne de division entre l'emplacement décrit plus haut, et ledit lot 171-398-2 et sujet au droit en faveur dudit lot 171-398-2 d'avoir et de maintenir la vue des fenêtres, ouvertures et saillies des bâtisses érigées sur ledit lot 171-398-2 donnant sur l'emplacement décrit plus haut, moins que la distance légalement requise de ladite ligne de division; ainsi que le tout se trouve présentement. Avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière dudit emplacement."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIÈME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1050 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Decary, en date du 27 janvier 1941.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-P. CAISSE. Sheriff's Office,
Montréal, le 29 janvier 1941. 601-5-2-o
[Première publication, 1er février 1941]

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: { L A CORPORATION DE
No 195271 { LA PAROISSE DE
ST-ANDRÉ D'ACTON, comté de Bagot, deman-
deresse; vs ÉDOUARD SICOTTE, défen-
deur.

Un immeuble sis et situé dans la cité de Montréal contenant environ 50 pieds de largeur, par 88 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; le dit emplacement situé dans le quartier Laurier et portant les Nos 11-441 au plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte St-Louis. Le dit immeuble faisant front sur la rue Clarke à Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS prochain à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
L.-P. CAISSE. Sheriff's Office,
Montréal, 18 février 1941. 931-8-2-o
[Première publication, 22 février 1941]

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Cour Supérieure.—District de Montréal
Montréal, à savoir: { ANTONIO MERRIL-
No 197928 { LA, demandeur; vs
DOMINICO VITALE, défendeur.

Un emplacement situé au parc Molson, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Des Ecores, connu et désigné sous le numéro six cent cinquante six de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent huit (208-656) aux plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte de la Visitation mesurant vingt-cinq (25) pieds de largeur par cent cinq (105) pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPT MARS prochain, à ONZE heures du matin.

With the right to exercise and maintain views from the windows, openings and projections of the building erected on said emplacement overlooking resubdivision two of the subdivision three hundred and ninety-eight of said official lot one hundred and seventy-one (171-398-2) at less than the legally required distances from the division line between the above described emplacement, and the said lot 171-398-2 and subject to the right in favour of said lot 171-398-2 to exercise and maintain views from the windows, openings and projections of the buildings erected on said lot 171-398-2 overlooking the above described emplacement at less than the legally required distance from the said division line; the whole as such views presently exist. With rights in common with others in the lane in rear of the said emplacement."

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the SIXTH day of MARCH next, at THREE o'clock, in the afternoon.

A deposit of \$1050.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Mr. Justice Decary, dated January 27th, 1941.

L. P. CAISSE,
Sheriff. Sheriff's Office,
Montreal, January 29th, 1941. 602-5-2-o
[First publication, February 1st, 1941]

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: { THE CORPORATION OF
No. 195271 { THE PARISH OF ST.
ANDRÉ D'ACTON, County of Bagot, plaintiff;
vs ÉDOUARD SICOTTE, defendant.

An immovable being and situate in the City of Montreal, measuring about 50 feet in width by 88 feet in depth, English measure and more or less; said emplacement, situate in Laurier ward and bearing Nos. 11-441 on the official plan and in the book of reference for the incorporated Village of "Côte St. Louis. Said immovable fronting on Clarke street at Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff. Sheriff's Office,
Montreal, February 18th, 1941. 932-8-2
[First publication, February 22nd, 1941]

Fieri Facias De Bonis Et De Terris
Superior Court.—District of Montreal
Montreal, to wit: { ANTONIO MERRILLA,
No. 197928 { plaintiff; vs DOMINI-
CO VITALE, defendant.

An emplacement situate at Molson's Park, in the City of Montreal, fronting on des Ecores street, known and designated under number six hundred and fifty six of the official subdivision of the original lot number two hundred and eight (208-656) on the official plan and in the book of reference for the incorporated Village of Côte de la Visitation, measuring twenty-five (25) feet in width by one hundred and five (105) feet in depth, English measure and more or less—with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY SEVENTH of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$650. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Decary, daté le 18 février 1941.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 19 février 1941. 933-8-2-o
[Première publication, 22 février 1941]

PONTIAC
Cour Supérieure

Canada, } MAX SANFTEN-
Province de Québec, } BERG, cultivateur,
District de Pontiac, } du canton de Thorn,
No. 4846. } district de Pontiac, de-
mandeur; vs BYERS STEPHENS, du canton
de Litchfield, district de Pontiac, défendeur.

Ce certain lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Litchfield, comté de Pontiac, province de Québec, Canada, comme étant le lot numéro seize-B, du rang cinq, dans ledit canton de Litchfield, avec les bâtisses dessus érigées (XVI-B rang V) sujet, cependant, à la servitude établie en faveur de Gatineau Power Company par acte enregistré au Bureau d'Enregistrement, à Campbell's Bay, dans le livre B. Vol. 37, Folio 365, sous le numéro 45001.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS 1941, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, le 18 février 1941. 935-8-2
[Première publication, 22 février 1941]

QUÉBEC
Fieri Facias
Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
No 1817-40. } contre LUCIEN CHA-
REST, de Québec, en sa qualité de curateurs à la
succession vacante de feu Edouard Vallières, en
son vivant, de notre cité de Québec, dans notre
district de Québec, à savoir:

Le lot No 1953-2 (mille neuf cent cinquante-trois-deux) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Pierre, maintenant quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Vallier, borné au nord-ouest et au nord-est par le lot No 1953-1, au sud-est par la rue Saint-Vallier et au sud-ouest par le lot No 1953-A, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire une lisière de terrain de 18 pouces de largeur à prendre du côté est au sud-est dudit lot No 1953-3, contiguë cette lisière au lot No 1953.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le QUATORZIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 6 février 1941. 755-6-2-o
[Première publication, 8 février 1941]
[Deuxième publication, 22 février 1941]

Ministère du Travail

AVIS D'AMENDEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4 George

A deposit of \$650. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Decary, dated February 18th, 1941.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office,
Montreal, February 19th, 1941. 934-8-2
[First publication, February 22nd, 1941]

PONTIAC
Superior Court

Canada, } MAX SANFTEN-
Province of Quebec, } BERG, farmer, of the
District of Pontiac, } Township of Thorn, dis-
No. 4846. } trict of Pontiac, Plaintiff;
vs BYERS STEPHENS, of the Township of
Litchfield, district of Pontiac, Defendant.

That certain lot of land known and designated according to the official plan and book of reference for the Township of Litchfield, County of Pontiac, province of Quebec, Canada, as being the lot number sixteen-B, of the range five, in the said township of Litchfield, together with the buildings thereupon erected (XVI-B Range V) subject however to the servitude established in favor of Gatineau Power Company by deed registered in the Registry Office, at Campbell's Bay, in Liber B. Vol. 37, Folio 365, under the number 45001.

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of MARCH, 1941, at TEN of the clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff's Office,
Campbell's Bay, February 18th, 1941. 936-8-2-o
[First publication, February 22nd, 1941]

QUÉBEC
Fieri Facias
Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 1817-40 } against LUCIEN CHA-
REST, of Quebec, in his quality of Curator to the
vacant Estate of the late Edouard Vallières, in his
lifetime of Our City of Quebec, in Our District of
Quebec, to wit:

Lot No. 1953-2 (nineteen hundred and fifty three-two) on the official cadastre for Saint Peter's ward, now Champlain ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate on Saint Vallier street, bounded on the northwest and northeast by lot No. 1953-1, on the southeast by Saint-Vallier street, and on the southwest by lot No. 1953-A—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted a strip of land of 18 inches in width to be taken on the east side on the southeast of said lot No. 1953-3, said strip of land being contiguous to lot No. 1953.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office,
Quebec, February 6th, 1941. 756-6-2
[First publication: February 8th, 1941]
[Second publication: February 22nd, 1941]

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter

VI, chapitre 38), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, qu'une requête lui a été présentée par les parties signataires à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 492 du 1er février 1940, relatif aux employés de la "Canadian Car and Foundry Company Limited", usines Dominion et Turcot, de Montréal, à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1. Que l'article III, relatif aux taux de salaires, commence de la façon suivante:

"III. Salaires minima: Les taux minima de salaires seront les suivants pour chacune des diverses catégories ci-après:"

2. Que l'article XI soit radié et remplacé par le suivant:

"XI. Durée du décret: Le présent décret en vigueur depuis le 1er décembre 1939 demeurera en force jusqu'au 1er mars 1942."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

GÉRARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Département du Travail, des Mines

et des Pêcheries maritimes,

Québec, ce 22 février 1941.

939-o

38), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, that a request has been presented to him by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree No. 492 of February 1st, 1940, relating to the employees of the Canadian Car and Foundry Company Limited, Dominion and Turcot Works, of Montreal, with a view to modify the said decree in the following manner:

1. That section III, relating to the rates of wages, begin as follows:

"III. Minimum wages: The minimum wages shall be the following for each of the various categories hereinafter mentioned:"

2. That section XI be stricken off and replaced by the following:

"XI. Duration of the decree: The present decree, existing since December 1st, 1939, shall remain in force until March 1st, 1942."

During the thirty days from the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries shall receive the objections that the interested parties may desire to present against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour, Mines and

Maritime Fisheries,

Quebec, February 22nd, 1941.

940-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 8

Index of the Quebec Official Gazette, No. 8

AVIS AUX INTÉRESSÉS:—

603

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Beaulieu vs Martel..... 631

Beaulieu vs Martel..... 631

Laperrière vs Rhéault..... 618

Laperrière vs Rhéault..... 618

ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—

ORDER-IN-COUNCIL:—

165—Concernant la sauvegarde des paysages boisés à l'intérieur des parcs nationaux..... 619

165—Concerning the safeguarding of wooded landscapes in the National Parks..... 619

AVIS DIVERS:—

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Conseil Supérieur de la Coopération..... 619

Conseil Supérieur de la Coopération..... 619

Fédération Hôtelière de la province de Québec Inc..... 619

Province of Quebec Hotel Federation Inc..... 619

La Ligue de Protection de l'Épargne Hypothécaire..... 620

La Ligue de Protection de l'Épargne Hypothécaire..... 620

The Quaker Oats Company..... 620

The Quaker Oats Company..... 620

BUREAUX-CHEF:—

CHIEF-OFFICES:—

La Construction Nationale & Chemins

(Ltée)..... 620

National Construction & Roads Ltd..... 620

Pollender Frères Limitée..... 620

Pollender Frères Limitée..... 620

CHARTES—ABANDON DE:—

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Charles Sales Corporation..... 621

Charles Sales Corporation..... 621

Eastern Investment & Realty Company..... 621

Eastern Investment & Realty Company..... 621

La Compagnie des Hôtels du Nord..... 621

La Compagnie des Hôtels du Nord..... 621

Laiterie Bégin Limitée..... 622

Laiterie Bégin Limitée..... 622

Tapton Investment Company, Limited..... 621

Tapton Investment Company, Limited..... 621

Wildor Quebec Mines Limited..... 622

Wildor Quebec Mines Limited..... 622

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Acton Vale, ville de	622
Montréal-est, ville de	623
Mussells, Howard Lindsay	623
Québec, cité de	622

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Granby, munic. scolaire protestante de la cité	624
Irlande-Sud, munic. scolaire	623
Laval, munic. scolaire du canton	624

ERRATUM:—

Matapédia, munic. du comté	624
----------------------------------	-----

LETTRES PATENTES:—

A. Giguère Ltée	604
Breuverges Snow White Beverages Limitée	605
Coronet Handbag Inc.	605
Duplex Textiles Ltd.	606
Eastern Farm Chemical Syndicate Inc.	606
Johnson Motor Sales Limited	607
La Cie de Publication Rurale, Inc.	607
La Compagnie de Publication L'Automobile Limitée—L'Automobile Publishing Company Limited	609
L'Imprimerie Laflamme, Limitée	608
Loo Loo Beverages Ltd.	609
Melle Bégin Inc.	610
Mountain View Hotel Limited—Mountain View Hotel Limitée	610
National Tanning Corporation	611
Peinture Sico, Limitée—Sico Paint Limited	612
P. E. Létourneau Inc.	612
Windsor Mills Hockey Club Inc.	614

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

La Compagnie de Machineries Mercier	615
---	-----

LIQUIDATION, AVIS DE:—

St. Patrick's Mutual Benefit Association of the City of Quebec	624
--	-----

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole d'Albanel	624
Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Cacouna	625
Société Coopérative Agricole des Producteurs de Lin de la région de St-Célestin	625
Société Coopérative Agricole de St-André-Avellin	625
Société Coopérative Agricole de Ste-Angele-de-Méridi	626

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Employés de la Canadian Car and Foundry Company Limited	636
---	-----

MINUTES DE NOTAIRES:—

Belzile, Gleason	626
Emond, Charles-Auguste	626
McCutcheon, Roger	626

NOMINATIONS:—

Diverses	627
----------------	-----

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Acton Vale, town of	622
Montreal-East, town of	623
Mussells, Howard Lindsay	623
Quebec, city of	622

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Granby, protestant school munic. of the City	624
Irland-South, school munic.	623
Laval, school munic. of the township	624

ERRATUM:—

Matapédia, munic. of the county	624
---------------------------------------	-----

LETTERS PATENT:—

A. Giguère Ltée	604
Breuverges Snow White Beverages Limitée	605
Coronet Handbag Inc.	605
Duplex Textiles Ltd.	606
Eastern Farm Chemical Syndicate Inc.	606
Johnson Motor Sales Limited	607
La Cie de Publication Rurale, Inc.	607
La Compagnie de Publication L'Automobile Limitée—L'Automobile Publishing Company Limited	609
L'Imprimerie Laflamme, Limitée	608
Loo Loo Beverages Ltd.	609
Melle Bégin Inc.	610
Mountain View Hotel Limited—Mountain View Hotel Limitée	610
National Tanning Corporation	611
Peinture Sico, Limitée—Sico Paint Limited	612
P. E. Létourneau Inc.	612
Windsor Mills Hockey Club Inc.	614

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

La Compagnie de Machineries Mercier	615
---	-----

WINDING UP NOTICE:—

St. Patrick's Mutual Benefit Association of the City of Quebec	624
--	-----

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole d'Albanel	624
Société Coopérative Agricole de Beurrerie de Cacouna	625
Société Coopérative Agricole des Producteurs de Lin de la région de St-Célestin	625
Société Coopérative Agricole de St-André-Avellin	625
Société Coopérative Agricole de Ste-Angele-de-Méridi	626

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Employees of the Canadian Car and Foundry Company Limited	636
---	-----

NOTARIAL MINUTES:—

Belzile, Gleason	626
Emond, Charles-Auguste	626
McCutcheon, Roger	626

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous	627
---------------------	-----

PROCLAMATION:—

Cour du Banc du Roi, district de Montréal 628

PROCLAMATION:—

Court of King's Bench, district of Montreal 628

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:—

Canadian Pacific Railway Company 629

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian Pacific Railway Company 629

VENTE, LOI DE FAILLITES:—

Deslauriers, Charles-Edouard 629

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Deslauriers, Charles-Edouard 629

VENTE PAR LICITATION:—

Clermont *et vir* vs Clermont *et al.* 630

SALE BY LICITATION:—

Clermont *et vir* vs Clermont *et al.* 630

VENTES POUR TAXES:—

Lauzon, ville de 617

Sherbrooke, cité de 616

SALES FOR TAXES:—

Lauzon, town of 617

Sherbrooke, city of 616

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Bourbeau vs Marquis 631

ABITIBI:—

Bourbeau vs Marquis 631

HULL:—

Beaudry vs Woods *et al.* 631

HULL:—

Beaudry vs Woods *et al.* 631

MONTREAL:—

MONTREAL:—

Confederation Life Association vs Bernard 634

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Décarie 632

La Commission des Accidents du Travail de Québec vs Van Horne Realities Limited 633

La Corporation de la paroisse de St-André d'Acton vs Sicotte 635

Merrilla vs Vitale 635

The Canada Life Assurance Company vs Plante 632

The Prudential Insurance Company of America vs Organ 634

Confederation Life Association vs Bernard 634

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Décarie 632

The Quebec Workmen's Compensation Commission vs Van Horne Realities Limited 633

The Corporation of the parish of St-André d'Acton vs Sicotte 635

Merrilla vs Vitale 635

The Canada Life Assurance Company vs Plante 632

The Prudential Insurance Company of America vs Organ 634

PONTIAC:—

Sanftenberg vs Stephens 636

PONTIAC:—

Sanftenberg vs Stephens 636

QUÉBEC:—

Cité de Québec vs Charest 636

QUÉBEC:—

City of Quebec vs Charest 636

